

# commission du codex alimentarius

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION MONDIALE  
DE LA SANTE

Bureau conjoint: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél.: 52251 Téléc.: 625852-625853 FAO/Câbles: Foodagri Rome Facsimile: +39(6) 522.54593

---

ALINORM 97/30A

F

**PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**

**COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

**Vingt-deuxième session  
Genève, 23-28 juin 1997**

**RAPPORT DE LA CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ DU CODEX  
SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION  
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES  
*Sydney, Australie, 17-23 février 1997***

**NOTE:** Le présent rapport comprend également la lettre circulaire Codex CL 1997/4-FICS.

# commission du codex alimentarius

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'ALIMENTATION  
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION  
MONDIALE  
DE LA SANTE

Bureau conjoint: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél.: 52251 Télex: 625852-625853 FAO I Câbles: Foodagri Rome Facsimile: (6) 522.54593

CX 4/70.2

CL 1997/4-FICS

Mars 1997

**AUX:** - Services centraux de liaison avec le Codex  
- Organisations internationales intéressées  
- Participants à la cinquième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires

**DU:** Chef du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO,  
Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie)

**OBJET:** **Distribution du Rapport de la cinquième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (ALINORM 97/30A)**

Veillez trouver ci-joint le rapport de la cinquième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires. Ce rapport sera examiné par la Commission du Codex Alimentarius à sa vingt-deuxième session qui se tiendra à Genève du 23 au 28 juin 1997.

## QUESTIONS SOUMISES A LA VINGT-DEUXIEME SESSION DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS POUR ADOPTION

**1. Projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires à l'étape 8; ALINORM 97/30A, par. 8-11 et Annexe II.**

Les gouvernements qui souhaitent proposer des amendements ou formuler des observations sur les questions susmentionnées sont invités à les faire parvenir par écrit, conformément au Guide concernant l'examen des normes à l'étape 8, y compris l'examen des déclarations éventuelles sur les incidences économiques (*Manuel de procédure du Codex Alimentarius*, neuvième édition, pages 36 à 38) au Chef du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, FAO via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie), **avant le 15 mai 1997.**

## RESUME ET CONCLUSIONS

A sa cinquième session, le Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires est parvenu aux conclusions ci-après:

### QUESTIONS SOUMISES A L'EXAMEN DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS:

Le Comité:

- est convenu d'avancer le projet de **directives sur la conception, l'exécution, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires** pour adoption par la commission à l'étape 8, étant entendu que la Commission et les conseils juridiques de la FAO et de l'OMS **examineraient l'opportunité d'étendre le champ d'application des directives aux groupements économiques régionaux** (par. 8-11 et Annexe II);
- est convenu d'abandonner l'avant-projet de **directives sur les principaux éléments d'un système de documentation électronique** (par. 12-17);
- est convenu d'abandonner l'examen de l'avant-projet de **directives sur la prise en compte des normes ISO de la série 9000 par les systèmes d'inspection et de certification alimentaires** (par. 18-21);
- a décidé de ne pas proposer d'amendement aux **Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires** déjà adoptés par la Commission (par. 30-34);
- a ajouté en annexe les **directives et critères pour un certificat générique officiel** de façon à faciliter les discussions de la Commission sur la possibilité de réexamen de cette question par le Comité (par. 35-39 et Annexe III), et;
- est convenu qu'un document de travail sur les **questions relatives aux méthodes de détermination de l'équivalence** devrait être préparé pour diffusion et observations avant sa prochaine session (par. 53).

### AUTRES QUESTIONS INTERESSANT LA COMMISSION

- est convenu de réviser l'avant-projet de **directives sur l'élaboration d'accord relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires** pour distribution et observations avant la prochaine session du Comité (par. 22-29);
- est convenu de poursuivre, tout en l'approfondissant, l'élaboration du document de travail sur les **directives relatives aux systèmes de contrôle des importations alimentaires** pour examen à sa prochaine session (par. 40-44);
- est convenu de ne pas poursuivre l'examen des initiatives du Codex en matière de **gestion des résidus** (par. 46-50);
- a noté qu'une proposition relative à l'**élaboration d'une base de données sur les rejets de denrées alimentaires** pourrait être élaborée indépendamment pour examen lors d'une prochaine session (par. 51-52).

## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Introduction et ouverture de la session .....	1 - 2
Adoption de l'ordre du jour .....	3 - 4
Questions soumises par certains comités du Codex .....	5 - 7
Projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires .....	8 - 11
Avant-projet de directives sur les principaux éléments d'un système de documentation électronique .....	12 - 17
Avant-projet de directives sur la prise en compte des normes ISO de la Série 9000 par les systèmes d'inspection et de certification alimentaires .....	18 - 21
Avant-projet de directives sur l'élaboration d'accords relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires .....	21 - 29
Incidences de la suppression des mots "ou risque de contamination" des principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires .....	30 - 34
Directives et critères pour un format générique de certificat officiel .....	35 - 39
Directives relatives aux systèmes de contrôle des importations alimentaires .....	40 - 44
Autres questions et travaux futurs	
- Règles concernant la production et la délivrance des certificats .....	45
- Initiative du Codex en matière de gestion des résidus .....	46 - 50
- Elaboration d'une base de données sur les rejets de denrées alimentaires .....	50 - 52
- Détermination de l'équivalence .....	53
Date et lieu de la prochaine session .....	54

## ANNEXES

	<u>Pages</u>
<b>ANNEXE I:</b> Liste des participants .....	12 - 34
<b>ANNEXE II:</b> Projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires .....	35 - 47
<b>ANNEXE III:</b> Critères pour un certificat générique relatif aux exportations alimentaires .....	48 - 51

## **INTRODUCTION ET OUVERTURE DE LA SESSION (Point 1 de l'ordre du jour)**

1. La cinquième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires s'est tenue à Sydney (Australie), du 17 au 21 février 1997, à l'aimable invitation du gouvernement australien. Elle a été présidée par M. Digby Gascoine du Service australien de la quarantaine et de l'inspection. Ont assisté à la session 201 participants représentant 47 Etats membres, 1 Etat observateur et 8 organisations internationales. On trouvera en Annexe I la liste des participants.

2. La session a été ouverte par le sénateur David Brownhill, Secrétaire parlementaire du Ministre du commerce et du Ministre des industries primaires et de l'énergie, à Canberra (Australie). Faisant référence aux efforts permanents de l'Australie pour fournir aux consommateurs des produits alimentaires salubres et de qualité, il a insisté sur l'importance du Codex et des groupes économiques régionaux dans le processus d'harmonisation de l'inspection et de la certification des importations et des exportations alimentaires. M. Gregory D. Orriss, Chef du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires et Secrétaire de la Commission du Codex Alimentarius, a remercié le gouvernement australien pour avoir accueilli les sessions du Comité et a rappelé le rôle de plus en plus important du Codex dans le cadre des accords de l'OMC sur l'Application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et sur les Obstacles techniques au commerce (TBC).

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (Point 2 de l'ordre du jour)<sup>1</sup>**

3. Le Comité a adopté l'ordre du jour provisoire tel que proposé. Le Comité est convenu qu'un document sur les initiatives de gestion des résidus dans le Codex serait examiné au titre des Autres questions et travaux futurs (cf. par. 46-50).

4. La délégation indienne a noté que malgré le travail utile du CCFICS, le Comité devrait prendre en compte les besoins des pays en développement dans l'élaboration des directives et des normes de telle sorte que les infrastructures nécessaires à leur application soient créées.

## **QUESTIONS SOUMISES PAR CERTAINS COMITES DU CODEX (Point 3 de l'ordre du jour)<sup>2</sup>**

5. Le Comité a noté que la FAO et l'OMS avaient convoqué du 27 au 31 janvier 1997 une consultation mixte d'experts sur l'application de la gestion des risques dans le domaine de la sécurité des aliments. L'observateur de l'Organisation internationale des unions de consommateurs a exprimé son désir de participer aux consultations d'experts et a précisé à ce sujet qu'un document abordant divers aspects des questions relatives à la gestion des risques était en cours de préparation.

6. En ce qui concerne les modèles de certificats (voir par. 35-39) la délégation argentine a informé le Comité que les pays du MERCOSUR avaient récemment élaboré un modèle de certificat pour les légumes et poursuivaient leur travail sur des certificats couvrant d'autres denrées alimentaires. L'observateur de la Communauté européenne a informé le Comité qu'une directive concernant la certification des animaux et des produits d'origine animale avait été adoptée en décembre 1996. De plus, le Comité a été informé qu'un projet de modèle de certificat pour les produits laitiers était en cours de préparation pour examen à la prochaine session du Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers.

<sup>1</sup> CX/FICS 97/1-Corrigendum et observations de l'Inde (Document de séance n° 3)

<sup>2</sup> CX/FICS 97/2 et observations de l'Inde (CRD 3)

7. Le Comité a été invité à présenter des observations sur le projet de Code d'usages relatif à l'inspection et à la certification de la qualité des fruits et légumes frais, en cours d'élaboration par le Comité Codex sur les fruits et légumes frais (ALINORM 97/35, Annexe XI).

**PROJET DE DIRECTIVES SUR LA CONCEPTION, L'APPLICATION, L'EVALUATION ET L'HOMOLOGATION DE SYSTEMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES A L'ETAPE 7 (Point 4 de l'ordre du jour)<sup>3</sup>**

8. Les directives ont été adoptées par la 43e session du Comité exécutif à l'étape 5.<sup>4</sup> Des observations ont été demandées à l'étape 6 en accord avec le document CL 1996/28-FICS.

9. Le Comité a examiné le document et a fait les modifications importantes suivantes:

- Le titre de la Section 1 est devenu "Objectifs" et les paragraphes 1 et 2 ont été fusionnés et simplifiés. Le Comité est convenu d'ajouter une note de bas de page à la première mention dans le texte du mot "pays" afin d'indiquer que ce terme comprenait également, dans le contexte de ces directives, les groupements économiques régionaux. Cette décision a été prise étant entendu que la Commission et les conseillers juridiques de la FAO et de l'OMS examineraient l'opportunité d'étendre le champ d'application des directives aux groupements économiques régionaux.
- Une note de bas de page incorporant le paragraphe 18 des *Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires* a été ajoutée pour indiquer que les pays importateurs devraient tenir compte des capacités des pays en développement.
- Une phrase a été ajoutée pour indiquer que les attentes des consommateurs devraient être prises en compte par les gouvernements lors de l'application des directives. La délégation malaysienne a indiqué que la protection des consommateurs était déjà traitée de manière appropriée dans les directives et que les mots "attentes des consommateurs" pouvaient avoir différentes interprétations. Elle s'est en conséquence opposée à cette décision.
- Les définitions de Analyse des risques, Evaluation des risques, Gestion des risques et Communication des risques ont été ajoutées à la section concernant les définitions. Elles se fondent sur les définitions élaborées par le Comité du Codex sur les principes généraux.<sup>5</sup>
- La section concernant l'analyse des risques a été modifiée pour indiquer que l'application cohérente et transparente de l'analyse des risques permettrait un meilleur ciblage des ressources destinées à l'inspection des risques pour la santé publique.
- Les termes "inspection et certification" ont été clarifiés à leur première mention dans le texte, leur sens étant celui de "inspection et/ou certification".

---

<sup>3</sup> ALINORM 97/30, Annexe 3 et observations de l'Australie, du Danemark, de la Malaisie, de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Communauté européenne (CX/FICS 97/3), du Royaume-Uni et des Etats-Unis (Document de séance n° 1), de la Communauté européenne (Document de séance n° 2), et de l'Inde (Document de séance n° 3).

<sup>4</sup> ALINORM 97/3, paragraphe 18 et Annexe 3.

<sup>5</sup> ALINORM 97/33, paragraphe 21 et Annexe III(b).

- La section concernant l'équivalence a été clarifiée pour indiquer que les évaluations des systèmes d'inspection et de certification entreprises par les pays importateurs devraient tenir compte des évaluations menées dans les pays exportateurs par des autorités compétentes ou des instances tierces reconnues par l'autorité compétente.
- La sous-section concernant les programmes et opérations de contrôle a été renforcée pour indiquer que les inspecteurs officiels devraient être dûment formés sur l'application du système d'analyse des risques - points critiques pour leur maîtrise (HACCP) et sur son évaluation.
- La sous-section concernant les critères de décision et mesures a été révisée pour indiquer que les vérifications matérielles appliquées aux importations devraient être fondées sur le risque associé à l'importation.
- La sous-section concernant le personnel a été révisée pour indiquer que les inspecteurs officiels devraient recevoir une formation appropriée et être indépendants afin de garantir leur impartialité.

### **Etat d'avancement du projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires**

10. Le Comité a avancé le texte révisé à l'étape 8 de la procédure Codex pour examen à la 22e session de la Commission du Codex Alimentarius. Le texte complet des directives figure à l'Annexe II.

11. Les délégations de la Malaisie et de l'Inde ont émis des réserves sur cette décision car ils étaient d'avis qu'une série supplémentaire d'observations était nécessaire pour permettre aux pays d'étudier l'application et les répercussions à long terme des directives. La délégation des Etats-Unis a fait part de ses préoccupations sur les questions liées à la différence entre sécurité des aliments et qualité des aliments, sur l'équivalence des systèmes d'inspection utilisés par différents pays, sur l'inspection et la certification par des tiers et sur le besoin de délais supplémentaires pour examiner de manière approfondie les importantes modifications apportées aux directives. Les délégations de la Chine, du Mexique, des Philippines ainsi que l'Organisation internationale des unions de consommateurs ont également émis des réserves quant à l'avancement des directives.

### **AVANT-PROJET DE DIRECTIVES SUR LES PRINCIPAUX ELEMENTS D'UN SYSTEME DE DOCUMENTATION ELECTRONIQUE (Point 5 de l'ordre du jour)<sup>6</sup>**

12. La délégation australienne a présenté le document qui avait été révisé à la lumière des discussions de la quatrième session du CCFICS.<sup>7</sup>

13. Tout en reconnaissant les avantages des systèmes de documentation électronique et l'utilité du document, certaines délégations ont exprimé leur préoccupation concernant le fait que les systèmes de documentation électronique n'étaient pas encore utilisés de façon universelle d'une part et que, d'autre part, les ressources économiques et technologiques disponibles dans les pays en développement devraient être prises en compte pour que de tels systèmes puissent progressivement être mis en place.

<sup>6</sup> CX/FICS 97/4 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2) et de l'Inde (Document de séance n° 3).

<sup>7</sup> ALINORM 97/30, paragraphes 10-13.

14. D'autres délégations ont remarqué que ce document pourrait aborder de manière encore plus efficace certains aspects des questions de sécurité et que des difficultés techniques pourraient apparaître dans un environnement multilingue ou lorsque la destination d'une cargaison est modifiée après que les documents techniques aient été émis. Il a également été remarqué que le statut juridique des documents électroniques varie d'un pays à l'autre.

15. La question du statut du document dans le cadre des accords de l'OMC a été soulevée en référence au titre possible du document dont le choix proposé était soit "Directive" soit "Note d'information". Le Comité a été informé que le statut des documents Codex dans le cadre des accords de l'OMC avait été examiné lors de la douzième session du Comité du Codex sur les Principes généraux<sup>8</sup> dans lesquels il a été spécifié que "tous les types de textes Codex appliqués aux échanges internationaux de denrées alimentaires entraînent dans la catégorie *normes internationales, directives ou recommandations* dans le cadre de l'accord SPS et *règlements techniques ou normes* dans le cadre de l'accord TBT et que toute qualification proposée pour les textes du Codex ne pouvait modifier leur statut dans le cadre des accords de l'OMC".

16. Bien que plusieurs délégations aient été en faveur de la poursuite de l'élaboration du document, plusieurs délégations étaient d'avis qu'une élaboration plus avancée du document comme texte du Codex serait inopportune compte tenu des préoccupations susmentionnées et de l'incertitude relative au statut du document dans le cadre des accords de l'OMC.

#### **Etat d'avancement de l'Avant-projet du(de la) [Projet de Directive/Note d'information] sur la certification des importations/exportations par des systèmes de documentation électronique**

17. Le Comité, remerciant la délégation australienne pour son travail remarquable, est convenu de ne pas poursuivre plus avant l'élaboration du document en tant que texte Codex officiel. La délégation australienne a indiqué qu'après révision du document à la lumière des observations reçues, elle ferait circuler le texte dans les pays en tant que document australien indépendant et ce, uniquement à titre d'information.

#### **AVANT-PROJET DE DIRECTIVES SUR L'APPLICATION DES NORMES ISO DE LA SERIE 9000 AUX SYSTEMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION ALIMENTAIRES (Point 6 de l'ordre du jour)<sup>9</sup>**

18. La délégation française a présenté le document qui avait été révisé à partir des discussions de la 4<sup>ème</sup> session du CCFICS<sup>10</sup> afin d'élargir son champ d'application aux autres systèmes d'assurance de la qualité que les normes ISO de la série 9000 et d'insister sur les liens existant entre le système HACCP et les autres systèmes d'assurance de la qualité, y compris les normes ISO de la série 9000.

19. Plusieurs délégations ont remarqué que le document restait centré sur les normes ISO de la série 9000. Ces délégations ont suggéré d'abandonner les travaux à ce sujet car il leur paraissait inopportun que le Codex appuie un système d'assurance de la qualité précis et que les questions de sécurité des aliments étaient couvertes de manière satisfaisante par le respect de bonnes pratiques de fabrication et des principes HACCP dont les directives avaient déjà été adoptées par le Codex. Il a

---

<sup>8</sup> ALINORM 97/33, paragraphes 25-32.

<sup>9</sup> CX/FICS 97/5 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2) et de l'Inde (Document de séance n° 3).

<sup>10</sup> ALINORM 97/30, paragraphes 14-18.

également été remarqué que l'application du système HACCP abordait de façon adéquate les besoins de l'accord SPS de l'OMC.

20. D'autres délégations ont affirmé que la prise en compte des normes ISO de la Série 9000 et d'autres systèmes d'assurance de la qualité s'alignait sur le *Projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires*<sup>11</sup> et contribuerait à l'efficacité des services officiels d'inspection; elles ont rappelé que l'élaboration de directives pour l'utilisation, en temps et lieu utiles, de systèmes d'assurance de la qualité dans le contexte de l'inspection et de la certification faisait partie du mandat du Comité. Elles ont également affirmé que ces systèmes contribueraient à augmenter la confiance des consommateurs et pourraient même, dans certains cas, être mis en place dans des pays en développement.

**Etat d'avancement de l'Avant-projet de directives relatives à la prise en compte des systèmes d'assurance de la qualité, en particulier les normes ISO de la série 9000, par les systèmes officiels d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires**

21. Le Comité, remerciant la délégation française pour son travail remarquable, est convenu de ne pas poursuivre l'élaboration du document en tant que texte officiel Codex. La délégation française a indiqué qu'après révision du document à la lumière des observations reçues, elle le ferait circuler dans les pays à titre d'information uniquement.

**AVANT-PROJET DE DIRECTIVES SUR L'ELABORATION D'ACCORDS RELATIFS AUX SYSTEMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (Point 7 de l'ordre du jour)<sup>12</sup>**

22. L'avant-projet de directives a été préparé par les Etats-Unis à partir des discussions de la 4e session du CCFICS.<sup>13</sup>

23. Les Etats-Unis ont indiqué que le document fournissait des conseils pratiques aux gouvernements souhaitant conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires. Le Comité a noté que les types d'accords proposés étaient fondés sur la reconnaissance de l'équivalence des exigences spécifiées des pays importateurs et sur la reconnaissance du respect des exigences spécifiées nationales.

24. Le Comité a remarqué que les procédures à suivre en vue de conclure des accords devraient commencer par la comparaison mutuelle des systèmes législatifs concernant les aliments. Il a également déclaré que les critères d'équivalence devraient être incorporés dans le document (voir par. 53).

25. Des préoccupations ont été exprimées au sujet de la section proposée concernant les définitions, et notamment au sujet du terme "accords" car des mécanismes tels que "lettres d'entente" et "règlements" pouvaient prêter à interprétation erronée. Il a également été suggéré que le terme "équivalence" devrait être réétudié afin de prendre en compte les concepts d'harmonisation et de reconnaissance mutuelle. Le Comité a noté qu'une définition du terme "instance" était

<sup>11</sup> ALINORM 97/30A, Annexe II, Section 4.

<sup>12</sup> CX/FICS 97/6 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2) et de l'Inde (Document de séance n° 3).

<sup>13</sup> ALINORM 97/30, paragraphes 19-20.

également nécessaire. La délégation malaisienne a demandé que soit précisé si l'objectif des directives n'entraînerait pas une réduction de l'inspection effectuée par le pays importateur au point d'entrée.

26. Le Comité a suggéré qu'une référence à l'attente des consommateurs en matière d'harmonisation internationale soit faite à la section concernant l'objectif des accords. Il a également déclaré que la section concernant les types d'accords devrait se limiter aux accords d'équivalence étant donné que les accords pour le respect des exigences spécifiées nationales fondés sur des accords bilatéraux pouvaient être contraires à l'esprit des dispositions des accords TBT et SPS de l'OMC.

27. Faisant référence à la section relative au processus consultatif concernant les accords d'équivalence, le Comité a noté que l'idée selon laquelle le pays importateur devrait identifier tous les risques pour la santé visés par ses mesures de contrôle était peu réaliste et trop générale. Il a noté que la tenue des listes des entreprises "agrées" incombait tant aux exportateurs qu'aux importateurs. Il a également souligné que les instances parties aux accords *devraient* donner au public l'occasion de faire des commentaires sur le fondement servant à la détermination des équivalences.

28. Le Comité a également suggéré que les directives, après une élaboration plus approfondie, pourraient être examinées pour incorporation aux directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires.

#### **Etat d'avancement de l'avant-projet de directives sur l'élaboration d'accords relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et exportations alimentaires**

29. Les Etats-Unis sont convenus de réviser le document en se basant sur les discussions susmentionnées et sur d'autres observations faites pendant la session pour distribution et observations à l'étape 3 avant la sixième session du Comité, étant entendu que ces directives pourraient être incorporées aux directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires.

#### **INCIDENCES DE LA SUPPRESSION DES MOTS "OU RISQUE DE CONTAMINATION" DES PRINCIPES APPLICABLES A L'INSPECTION ET A LA CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (Point 8 de l'ordre du jour)<sup>14</sup>**

30. Le Comité a rappelé que lorsque la 21<sup>ème</sup> session de la Commission du Codex Alimentarius avait adopté les *Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et exportations alimentaires* en supprimant les mots "ou risque de contamination" à la fin du

---

<sup>14</sup> CX/FICS 97/7 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2) et de l'Inde (Document de séance n° 3).

paragraphe 9<sup>15</sup>, elle avait demandé au CCFICS de réfléchir plus avant aux conséquences de cette décision.

31. Certaines délégations ont estimé que cette suppression avait eu pour effet de limiter la portée du paragraphe aux risques microbiens et d'exclure les risques chimiques et physiques. La délégation australienne a suggéré de remanier le paragraphe comme suit :

“Les systèmes d'inspection doivent s'appliquer à certains produits et à certaines méthodes de traitement en fonction des risques évalués. Lorsqu'ils procèdent à une évaluation des risques ou qu'ils appliquent les principes d'équivalence, les pays importateurs doivent dûment tenir compte des **preuves documentées déclarations** des pays exportateurs indiquant que le territoire national ou la région intéressée sont exempts de **risques spécifiques maladies** d'origine alimentaire.”

32. Un certain nombre de délégations ont appuyé cette proposition et il a été remarqué que les pays exportateurs ne pouvaient qu'indiquer la présence ou l'absence potentielle de risques et que les décisions finales en matière de gestion des risques devraient être prises par les pays importateurs sur la base des informations fournies.

33. Toutefois, d'autres délégations ont exprimé leur désaccord, étant d'avis que les pays bénéficiaient de peu d'expérience dans la reconnaissance d'absence de risques” dans des zones géographiques précisées dans des domaines autres que les maladies contagieuses incluant les zoonoses, et que le paragraphe devrait donc rester tel qu'il avait été adopté. Il a en outre été remarqué que les mots “preuves documentées” pouvaient prêter à une interprétation erronée.

34. A la suite de cette discussion, le Comité a décidé de ne pas proposer d'amendement aux principes déjà adoptés par la Commission.

#### **DIRECTIVES ET CRITERES POUR UN FORMAT GENERIQUE DE CERTIFICAT OFFICIEL (Point 9 de l'ordre du jour)<sup>16</sup>**

35. Les directives et critères ont été préparés par l'Australie en s'appuyant sur les discussions de la 4e session du CCFICS.<sup>17</sup> Cette question a également été examinée à la 22e session du Comité du Codex sur les poissons et les produits de la pêche (CCFFP)<sup>18</sup> et à la 2e session du Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers.<sup>19</sup>

36. L'Australie a fait observer que les directives avaient été préparées pour aider les comités du Codex sur les produits à élaborer des certificats spécifiques à des groupes de denrées alimentaires. Elle a souligné que le modèle de certificat s'appuyait sur le travail entrepris par d'autres organisations internationales telles que la CEE/NU.

<sup>15</sup> ALINORM 95/37, paragraphe 54. Le paragraphe 9 est actuellement rédigé de la façon suivante: “Les systèmes d'inspection doivent s'appliquer à certains produits et à certaines méthodes de transformation en fonction des risques évalués. Lorsqu'ils procèdent à une évaluation des risques ou qu'ils appliquent les principes d'équivalence, les pays importateurs doivent dûment tenir compte des déclarations des pays exportateurs indiquant que le territoire national ou la région intéressée sont exempts de maladies d'origine alimentaire”.

<sup>16</sup> CX/FICS 97/8 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2) et de l'Inde (Document de séance n° 3).

<sup>17</sup> ALINORM 97/30, paragraphes 21-24.

<sup>18</sup> ALINORM 97/18, paragraphes 6-8.

<sup>19</sup> ALINORM 97/11, paragraphe 89.

37. Plusieurs délégations ont noté que l'élaboration de certificats spécifiques à des denrées alimentaires par les comités du Codex sur les produits constituait une approche plus logique du contrôle de groupes spécifiques de denrées alimentaires et que le travail de ces comités devrait se baser sur la formule de la CEE/NU. La difficulté d'élaborer un certificat générique pouvant s'appliquer à toutes les denrées alimentaires a également été soulignée étant donné les éléments spécifiques requis pour différents groupes de denrées alimentaires. La difficulté d'avoir un individu ou une agence qui certifierait les différents éléments du modèle de certificat a également été notée. Il a été suggéré que le document ne soit utilisé qu'à titre de note d'information.

38. D'autres délégations ont noté que l'élaboration de directives sur les éléments minimum requis pour un certificat serait utile aux autres comités du Codex sur les produits qui élaborent des certificats spécifiques à des denrées alimentaires. Une délégation a remarqué que l'élaboration d'un modèle de certificat était destinée à identifier les champs d'information essentiels que les comités sur les produits pourraient étendre afin d'inclure d'autres domaines spécifiques.

#### **Etat d'avancement des directives et critères pour un certificat générique officiel**

39. Au vu des diverses opinions exprimées, le Comité a décidé d'ajouter les critères pour un certificat générique relatif aux exportations alimentaires et le modèle de certificat à son rapport (cf. Annexe III) de façon à faciliter les discussions de la Commission sur la possibilité d'un nouvel examen par le CCFICS de cette question du point de vue des différents comités du Codex sur les produits.

#### **DIRECTIVES RELATIVES AUX SYSTEMES DE CONTROLE DES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES (Point 10 de l'ordre du jour)<sup>20</sup>**

40. Lors de sa 4<sup>ème</sup> session, le Comité avait demandé au Secrétariat du Codex et au Mexique de rédiger un document de travail sur la possibilité d'élaborer des directives sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires pour examen à la présente session.<sup>21</sup>

41. La délégation mexicaine a présenté ce document qui propose trois options :

1<sup>ère</sup> option: Dresser une liste ou un inventaire de références pertinentes en matière de contrôle des importations alimentaires;

2<sup>ème</sup> option: Préparer un document concis et autonome qui définisse les principes qu'un système de contrôle des importations alimentaires devrait incorporer;

3<sup>ème</sup> option: Mettre à jour, consolider et réorganiser les travaux existants sous forme de directive Codex.

42. Certaines délégations ont insisté sur la nécessité d'élaborer des directives Codex sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires qui aideraient en particulier les pays en développement à satisfaire aux exigences spécifiées des accords de l'OMC, de façon à faciliter les échanges et à protéger la santé des consommateurs.

---

<sup>20</sup> CX/FICS 97/9 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2) et de l'Inde (Document de séance n° 3).

<sup>21</sup> ALINORM 97/30, paragraphes 30-31.

43. Tout en reconnaissant la justification des directives proposées, d'autres délégations ont indiqué que de telles directives ne seraient pas indispensables car la majorité des principes importants avait déjà été incluse soit dans les textes Codex existants, à savoir *les Principes appliqués à la certification et à l'inspection des importations et exportations alimentaires*<sup>22</sup>, soit dans les accords TBT et SPS de l'OMC. Il a également été indiqué qu'il appartenait à la FAO et à l'OMS, et non pas au Codex, d'aider les pays à établir et à améliorer leurs systèmes de contrôle des importations alimentaires, et que de nouvelles directives pourraient faire double emploi avec le travail fait dans ce domaine.

44. Le Comité n'est pas parvenu à un accord en ce qui concerne la poursuite du travail sur les directives. Afin de faciliter ses décisions futures, le Comité a demandé à la délégation mexicaine de travailler avec la délégation des Etats-Unis à l'approfondissement du document de travail dans le sens de la 3ème option tout en évitant une analyse trop détaillée ou de faire double emploi avec les autres travaux dans ce domaine. Il a été convenu que le Comité réétudierait cette question à sa prochaine session et demanderait conseil à la Commission.

## **AUTRES QUESTIONS ET TRAVAUX FUTURS (Point 11 de l'ordre du jour)**

### **Règles concernant la production et la délivrance des certificats**

45. Etant donné les contraintes de temps, le Comité a décidé d'examiner à la prochaine session la proposition du Royaume-Uni d'incorporer le texte susmentionné<sup>23</sup> en annexe du *Projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires*.

### **Initiatives du Codex en matière de gestion des résidus<sup>24</sup>**

46. Ce document a été soumis par l'Australie sur la base des discussions de la 43e session du Comité exécutif<sup>25</sup>. Suite à la réunion du CCEXEC, la 10e session du Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVDF)<sup>26</sup> a examiné une proposition similaire et a décidé de ne pas poursuivre le travail sur les recommandations compte tenu, notamment, des mesures déjà prises par le Comité pour accélérer le processus de définition des LMR. Le Comité a noté que le document, qui constituait une version révisée du texte soumis au CCRVDF, devait également être examiné à la 29e session du Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR).

47. La délégation australienne a noté que le document examinait diverses options permettant de faciliter les échanges internationaux grâce à l'élaboration de directives appropriées qui, tout en ne compromettant pas le niveau de protection de la santé publique, pouvaient être appliquées soit en l'absence de LMR Codex soit lorsque les pays importateurs appliquent des tolérances par défaut (fréquemment égales à zéro ou proches de zéro) sans fondement scientifique. La délégation australienne a en outre indiqué que cette proposition pourrait être examinée par le CCFICS, étant donné les compétences du Comité en matière d'échanges commerciaux internationaux.

48. Plusieurs délégations ont noté qu'étant donné que la proposition n'avait pas été acceptée par le CCRVDF et devait être examinée par le CCPR, la décision quant à son élaboration future devrait

<sup>22</sup> CAC/GL 20-1995

<sup>23</sup> Document de conférence n°1.

<sup>24</sup> CX/FICS 97/2-Add. 1 et observations de la Communauté européenne (Document de séance n° 2).

<sup>25</sup> ALINORM 97/3, paragraphes 34-38.

<sup>26</sup> ALINORM 97/31A, paragraphes 67-68.

incomber aux experts membres de ces comités, qui avaient la responsabilité de ces questions. Il a également été noté que le document sortait du cadre du mandat du CCFICS.

49. Il a également été souligné que le document n'abordait pas de manière satisfaisante les questions scientifiques ou la mesure dans laquelle d'autres facteurs devraient être pris en compte, n'adoptait pas une approche prudente et ne tenait pas compte des préoccupations des consommateurs.

50. Au vu de cette discussion, le Comité a décidé de ne pas poursuivre l'examen de cette question.

#### **Elaboration d'une base de données sur les rejets de denrées alimentaires**

51. L'observateur de l'Organisation internationale des unions de consommateurs a demandé au Comité d'envisager l'élaboration d'une base de données sur les rejets de denrées alimentaires étant donné que les *Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires*<sup>27</sup> précisent que les principes et les opérations des systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires devraient être soumis à l'examen des consommateurs et des organisations les représentant.

52. Certaines délégations ont appuyé le principe de la création d'une telle base de données. Le Comité a noté que l'Organisation internationale des unions de consommateurs pourrait indépendamment élaborer une telle proposition pour examen à une session à venir. D'autres délégations ont rappelé que la question avait déjà été discutée par le Comité, qui n'avait pas alors envisagé de poursuivre dans cette voie.

#### **Détermination de l'équivalence**

53. Le Comité est convenu qu'un document de travail sur les questions concernant les méthodes de détermination de l'équivalence serait préparé pour diffusion et observations avant sa prochaine session. La délégation de la Nouvelle-Zélande a accepté de mener ces travaux, avec l'aide de l'Australie, du Canada et des Etats-Unis.

#### **DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE SESSION (Point 12 de l'ordre du jour)**

54. Le Comité a été informé que sa 6ème session pourrait se tenir en Australie entre le 16 et le 20 mars 1998, le lieu exact devant être déterminé conjointement par le Secrétariat du Codex et le Secrétariat australien. La délégation allemande, appuyée par la délégation du Royaume-Uni, a estimé qu'il n'était pas nécessaire que le Comité se réunisse auparavant.

---

<sup>27</sup>

**COMITE DU CODEX SUR LES SYSTEMES  
D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION  
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES**

**ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

<b>OBJET</b>	<b>ETAPE</b>	<b>SUITE A DONNER PAR:</b>	<b>COTE DU DOCUMENT</b>
Projet de directives concernant les échanges d'information entre pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation	8	22e session de la Commission du Codex Alimentarius (CCA)	ALINORM 97/30 Annexe II
Projet de directives sur la conception, l'application, l'évaluation et l'homologation de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	8	22e session de la CCA	ALINORM 97/30A Annexe II
Directives et critères pour un format générique de certificat officiel	---	22e session de la CCA	ALINORM 97/30A Annexe III
Incidences de la suppression des mots "ou risque de contamination" des principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires	---	22e session de la CCA	ALINORM 97/30A par. 30- 34
Avant-projet de directives sur l'élaboration d'accords relatifs aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	2/3	Etats-Unis Gouvernements 6e session du CCFICS	ALINORM 97/30A par. 22 -29
Directives relatives aux systèmes de contrôle des importations alimentaires	2/3	Mexique/Etats-Unis 6e session du CCFICS	ALINORM 97/30A par. 40 - 44
Règles concernant la production et la délivrance des certificats	1/2	Royaume-Uni 6e session du CCFICS	ALINORM 97/30A par. 45
Détermination de l'équivalence	1/2/3	22e session du CAC Nouvelle-Zélande Gouvernements 6e session du CCFICS	ALINORM 97/30A par. 53
Elaboration d'une base de données sur les rejets de denrées alimentaires	----	Organisation internationale des unions de consommateurs, 6e session du CCFICS	ALINORM 97/30A par. 51 - 52

**LIST OF PARTICIPANTS  
LISTE DES PARTICIPANTS  
LISTA DE PARTICIPANTES**

**Chairman:** Mr Digby Gascoine  
**President:** Director  
**Presidente:** Development and Evaluation Division  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 5584  
**Fax:** 61 6 272 5753

**ARGENTINA  
ARGENTINE**

Miss Ana Celia Pisano  
Deputy Consul General  
Ministry of Foreign Affairs, International Trade  
and Worship  
Consulate General in Sydney  
Level 13  
1 Alfred Street  
Sydney NSW 2000  
Australia  
**Phone:** 61 2 9251 3402  
**Fax:** 61 2 9251 3405

Dr Alfredo Jorge Nader  
Director  
Direccion de Normas de Calidad y Control  
de Alimentos  
Direccion Nacional de Alimentos  
Sub Secretaria de Alimentacion y Mercados  
Paseo Colon 922 - 2o. Piso Of. 230  
Buenos Aires  
**Phone:** 54 1 349 2043  
**Fax:** 54 1 349 2197

Dr Horacio R. Castellini  
Serv.Nac.de Sanidad y Calidad Agroalimentaria  
(SENASA) Secretaria de Agricultura,  
Ganaderia, Pesca y Alimentacion  
Av Paseo Colon 367 Piso 5  
1063 Buenos Aires  
**Phone:** 54 1 334 4738  
**Fax:** 54 1 334 4738

Ing. Fernando Lavaggi  
Director  
Fiscalizacion Vegetal  
SENASA  
Av Paseo Colon 367 Piso 7  
1063 Buenos Aires  
**Phone:** 54 1 343 0644  
**Fax:** 54 1 343 0644

**AUSTRALIA  
AUSTRALIE**

Dr Robert Biddle  
Assistant Director  
Food Policy Branch  
Development and Evaluation Division  
Australian Quarantine & Inspection Service  
Department of Primary Industries & Energy  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 5364  
**Fax:** 61 6 271 6522

Mr Steve Bailey  
Principal Executive Officer  
Processed and Imported Foods Programmes  
Technical Services Branch  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 4725  
**Fax:** 61 6 272 3682

Mrs Janice Booth  
National Residue Survey  
Bureau of Resource Sciences  
Department of Primary Industries and Energy  
PO Box E11  
Kingston ACT 2604  
**Phone:** 61 6 272 4682  
**Fax:** 61 6 272 4023  
**Email:** jbb@nrs.brs.gov.au

Dr Gordon Burch  
Scientific and Technical Manager  
Australia New Zealand Food Authority  
P.O. Box 1728  
Canberra Mail Centre ACT 2610  
**Phone:** 61 6 271 2215  
**Fax:** 61 6 271 2206

Mr Jon Christian  
Manager  
Technical Services Branch  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 5478  
**Fax:** 61 6 272 5226

Mr Philip Corrigan  
Director  
Meat Industry Council  
C/- Department of Primary Industries and  
Energy  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 5337  
**Fax:** 61 6 272 5442  
**Email:** phil.corrigan@dpi.gov.au

Ms Elizabeth Flynn  
Program Manager  
Monitoring and Surveillance  
Australian and New Zealand Food Authority  
P.O. Box 7186  
Canberra Mail Centre ACT 2601  
**Phone:** 61 6 271 2624  
**Fax:** 61 6 271 2278  
**Email:** elizabeth\_flynn@anzfa.gov.au

Mr Brad Page  
Manager  
Technical Systems and Quality Assurance  
Technical Services Branch  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2600  
**Phone:** 61 6 272 5393  
**Fax:** 61 6 272 3745

Ms Kathy Salter  
Senior Executive Officer  
Food Standards Policy  
Food Policy Branch  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 5060  
**Fax:** 61 6 272 3103  
**Email:** kathysalter@dpi.gov.au

Dr Terry Spencer  
Deputy Australian Government Analyst  
Australian Government Analytical Laboratories  
GPO Box 1844  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 275 8714  
**Fax:** 61 6 275 3565  
**Email:** terry.spencer@agal.gov.au

Dr Angelo Valois  
Section Head  
Chemical Residues  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
**Phone:** 61 6 272 5566  
**Fax:** 61 6 271 6522  
**Email:** angelo.valois@dpi.gov.au

Mr Michael Awadalla  
Project Coordinator  
Quality Assurance Services  
Locked Bag 90  
South Melbourne VIC 3205  
**Phone:** 61 3 9693 3535  
**Fax:** 61 3 9696 1309

Dr David Cox  
National Veterinary Representative  
Community and Public Sector Union  
92 City View Road  
Camp Hill QLD 4152  
**Phone:** 61 015 15 3180  
**Fax:** 61 7 3398 1180

Mr Christopher Creal  
Executive Director  
Australian Meat Council  
Suite 902 Currency House  
23 Hunter Street  
Sydney NSW 2000  
**Phone:** 61 2 9233 1433  
**Fax:** 61 2 9233 1443

Mr Tony Downer  
Assistant Director  
Scientific & Technical  
Australian Food Council  
Locked Bag 1  
Kingston ACT 2604  
**Phone:** 61 6 2731466  
**Fax:** 61 6 273 1477

Dr David Hamilton  
Research Veterinarian  
SARDI  
Vetlab  
33 Flemington Street  
Glenside SA 5065  
**Phone:** 61 8 8207 7929  
**Fax:** 61 8 8207 7909  
**Email:** hamilton.david@pi.sa.gov.au

Mr Alan Harris  
Technical Director  
International Flavours & Fragrances  
156 South Creek Road  
Dee Why NSW 2099  
**Phone:** 61 2 9981 3800  
**Fax:** 61 2 9981 3933

Mr Frank Lee  
Scientific Affairs Manager  
Goodman Fielder  
Locked Bag 7  
Grosvenor Place NSW 1220  
**Phone:** 61 2 9258 4103  
**Fax:** 61 2 9258 4138

Mr Matt O'Neill  
Policy Officer - Food & Nutrition  
Australian Consumers Association  
57 Carrington Road  
Marrickville NSW 2204  
**Phone:** 61 2 9577 3373  
**Fax:** 61 2 9577 3377

Ms Gae Pincus  
Consultant  
PO Box 59  
Glebe NSW 2037  
**Phone:** 61 2 9692 0097 / 61 015 188450  
**Fax:** 61 2 9692 0257

Ms Felicity Rafferty  
Secretary  
Food Inspection Section  
Community & Public Sector Union  
46-48 Colbee Court  
Woden ACT 2606  
**Phone:** 61 6 282 4188  
**Fax:** 61 6 282 4548

Mr Phillip Richardson  
Quality Manager  
Australian Dairy Corporation  
PO Box 5000  
Glen Iris VIC 3146  
**Phone:** 61 3 9805 3777  
**Fax:** 61 3 9805 3838  
**Email:** phil@adc.aust.com

Miss Jennifer Smith  
Manager Inspection  
NATA  
71-73 Flemington Road  
North Melbourne, Victoria 3051  
**Phone:** 61 3 9329 1633  
**Fax:** 61 3 9326 5148  
**Email:** jsmith@nata.asn.au

Dr Bill Spencer  
National Marketing Manager  
SGS Australia Pty Ltd  
Unit 1, 58 Greenhill Rd  
Wayville SA 5034  
**Phone:** 61 8 8271 2226  
**Fax:** 61 8 8271 2249

Ms Joan Warner  
Group General Manager  
Strategic Planning and Asian Development  
George Weston Foods Limited  
P.O. Box 5579  
West Chatswood NSW 2057  
**Phone:** 61 2 415 1411  
**Fax:** 61 2 419 2907

Mr Tony Webb  
Secretary  
Food Policy Alliance  
55 Reiby Street  
Newtown NSW 2042  
**Phone:** 61 2 9550 6346  
**Fax:** 61 2 9550 4346  
**Email:** webb@internet-australia.com

Mr George West  
General Manager  
Steritech Pty Ltd  
PO Box 4040  
Dandenong South VIC 3164  
**Phone:** 61 3 9793 5566  
**Fax:** 61 3 9701 3158

**BELGIUM**  
**BELGIQUE**  
**BELGICA**

Mr Bruno Buts  
Food Inspection Officer  
Food Inspectorate - Esplanade  
Ministry of Social Affairs, Public Health &  
Environment  
BD Pacheco 19 B 5  
B -1010 Brussels  
**Phone:** 32 2 210 48 31  
**Fax:** 32 2 210 48 16  
**Email:** bruno.butts@health.fgov.be

**BRAZIL**  
**BREZIL**  
**BRASIL**

Dr Luiz Carlos de Oliveira  
Head  
Industrial Operations Division  
Ministry of Agriculture and Supply  
**Phone:** 55 61 321 6798  
**Fax:** 55 61 226 9850

Dr Guilherme Antonio Da Costa Junior  
Deputy Chief  
Fish and Fishery Products Inspection Service  
Ministry of Agriculture  
Esplanada Dos Ministerios- ed Anexo-  
Bloco A- Sala 441a- Brasilia  
**Phone:** 55 61 218 2778  
**Fax:** 55 61 226 9850

Mr Patrick Petiot  
Assistant to the chief of the Division of  
Agriculture and Commodities  
Ministry of Foreign Affairs (Itamaraty)  
Anexo 1 - Sala 506 - 5o Andar  
Brasilia, DF  
**Phone:** 55 61 211 6369  
**Fax:** 55 61 226 3255  
**Email:** ppetiot@mre.gov.br

**CAMEROON, REPUBLIC OF**  
**CAMEROUN, REPUBLIQUE DU**  
**CAMERUN, REPUBLICA DEL**

Mr Felix Fotso  
Director  
Ministry of Industrial and Commercial  
Development  
335, Rue 1810  
Bastos, BP 281  
Yaounde  
**Phone:** 237 23 35 44/22 00 70  
**Fax:** 237 22 27 04  
**Email:** fao-cmr@Field.fao.org

**CANADA**

Mr Ron Burke  
Director  
Bureau of Food Regulatory, International and  
Interagency Affairs  
Food Directorate  
Health Protection Branch  
Health Canada  
H.P.B. Building, Room 200  
Ottawa, Ontario, K1A 0L2  
**Phone:** 1 613 957 1748  
**Fax:** 1 613 941 3537  
**Email:** ronald\_burke@isdtcp3.hwc.ca

Dr Merv Baker  
Director  
Meat and Poultry Products Division  
Food Inspection Directorate  
Food Production and Inspection Branch  
Agriculture and Agri-Food Canada  
59 Camelot Drive, Room 204-W  
Nepean, Ontario K1A OY9  
**Phone:** 1 613-952 8000 Ext 4646  
**Fax:** 1 613-998 0958  
**Email:** mbaker@em.agr.ca

Mr Robert Mills  
Director  
Technical Trade and Intergovernmental Liaison  
Inspection Directorate  
Fisheries and Oceans Canada  
200 Kent Street, 9th Floor  
Ottawa, Ontario K1A OE6  
**Phone:** 1 613 990 5810  
**Fax:** 1 613 993 4220  
**Email:** bob.mills@ncr.ottwpo.dfo-  
mpo.x400.gc.ca

**CHINA, PEOPLES REPUBLIC OF**  
**CHINE, REPUBLIQUE POPULAIRE DE**  
**CHINA, REPUBLICA POPULAR DE**

Mr Li Xin Xu  
Computer Centre Manager  
The National Centre of Imported Food,  
Hygiene, Supervision and Inspections  
1701 Ha Mi Road  
Shanghai  
**Phone:** 86 21 62683086  
**Fax:** 86 21 62686785  
**Email:** lixinxu@public.sta.net.cn

Prof Junshi Chen  
Deputy Director  
Institute of Nutrition and Food Hygiene  
Ministry of Public Health  
29 Nan Wei Road  
Beijing 10050  
**Phone:** 86 10 318 7585  
**Fax:** 86 10 301 1875  
**Email:** jchen@ccs.capm.ac.cn

Prof Dalu Su  
Division Director  
Zhejiang Import/Export Commodity Inspection  
Bureau  
8 Bao Shi Road  
Hangzhou 310007  
**Phone:** 86 571 515 7042  
**Fax:** 86 571 517 6900

Dr Zhenghua Cheng  
Deputy Director of Division  
State Administration of Import/Export  
Commodity Inspection  
10A Chaowai Dajie  
Beijing 100020  
**Phone:** 86 10 6599 4625  
**Fax:** 86 10 8599 4306

Dr Chunfeng Li  
Engineer  
Beijing Import/Export Commodity Inspection  
Bureau  
Northern Road  
Gaobeidian  
Beijing 100025  
**Phone:** 86 10 6506 2808  
**Fax:** 86 10 6594 1405

Mr Jingzhen Liu  
Chief Inspector  
Health Ministry  
02 Chang jiang Road Zhongshan District  
Dalian  
**Phone:** 86 411 2723474  
**Fax:** 86 411 2708233

Ms An li Shi  
Director  
Division of Health Standards  
MOPH, PRC  
44 Hou Hai Beiyan  
Beijing 100725  
**Phone:** 86 10 6401 3379  
**Fax:** 86 10 6401 3379

Dr Wei Sun  
Deputy Director  
National Health and Quarantine Administration  
No.4 An Hui Li Er Qu,  
Chao Yang District  
Beijing 100101  
**Phone:** 86 10 6491 2748  
**Fax:** 86 10 6491 2733  
**Email:** chfa@public.bta.net.cn

Dr Yuezhong Wang  
Section Chief  
Shandong Import/Export Commodity Inspection  
Bureau  
70 Qutangxia Road  
Qingdao 266002  
**Phone:** 86 532 287 4494  
**Fax:** 86 532 286 2731

Mrs Jing Yu  
Director  
Fuzhou Health and Quarantine Bureau  
67 Wuyi North Street  
Fuzhou, Fujian 350001  
**Phone:** 86 591 7513214  
**Fax:** 86 591 7513214  
**Email:** chttz@public.fz.fi.cn

Mr Renshen Zhang  
Director  
Xiamen Health and Quarantine Bureau  
No.116 Dongdu Road Xiamen  
**Phone:** 86 592 6010049  
**Fax:** 86 592 6015184

#### CUBA

Mr Gabriel Lahens-Espinosa  
Senior Officer  
Ministry of Foreign Trade for the Republic of  
Cuba  
c/- Consulate General for Republic of Cuba  
16 Manwaring Avenue  
Maroubra NSW 2035  
Australia  
**Phone:** 61 2 9311 4611  
**Fax:** 61 2 9311 1255

#### CZECH REPUBLIC REPUBLIQUE TCHEQUE REPUBLICA CHECA

Dr Jana Palackova  
Head of Secretariat  
Czech Agricultural and Food Inspection  
Ministry of Agriculture  
Sumavska 31  
612 54 Brno  
**Phone:** 42 5 413 21100 ext. 364  
**Fax:** 42 5 412 35034  
**Email:** czpi@brn.pbtnet.cz

#### DENMARK DANEMARK DINAMARCA

Dr Erik Engelst Petersen  
Veterinary Officer  
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries  
Danish Veterinary Services  
Rolighedsvej 25  
DK - 1958 Frederiksberg C  
**Phone:** 45 3135 8100  
**Fax:** 45 3536 1912  
**Email:** vd@vd.lfm.dk

Mr Finn H Clemmensen  
Head of Division  
National Food Agency  
Morkhoj Bygade 19  
DK - 2860 Soborg  
**Phone:** 45 3969 6600  
**Fax:** 45 3969 6126  
**Email:** fhc@lst.min.dk

Ms Anne Busk-Jensen  
Executive Food Adviser  
Confederation of Danish Industries  
DK - 1787 Copenhagen V  
**Phone:** 45 3377 3377  
**Fax:** 45 3377 3300

**EGYPT  
EGYPTE  
EGIPTO**

Mr Mohmed Rakhiah  
Consul (Commercial)  
Consulate General of Egypt - Sydney  
Suite 708  
251 Oxford Street  
Bondi Junction NSW 2022  
Australia  
**Phone:** 61 2 938 96066  
**Fax:** 61 2 938 74133

**FINLAND  
FINLANDE  
FINLANDIA**

Mr Kalevi Salminen  
Director  
National Food Administration  
Ministry of Trade and Industry  
Box 5  
00531 Helsinki  
**Phone:** 358 9 7726 7600  
**Fax:** 358 9 7726 7666  
**Email:** Kalevi.Salminen@ev.kuluttajatalo.mailnet

Mrs Tuula Aalto  
Head of Unit  
National Veterinary and Food Research Institute  
Box 368  
00231 Helsinki  
**Phone:** 358 9 393 1963  
**Fax:** 358 9 349 9438

Mr Erkka Lindstrom  
Head of Department  
Finnish Customs Laboratory  
Box 53  
02151 Espoo  
**Phone:** 358 9 614 3280  
**Fax:** 358 9 46 3383  
**Email:** erkka.lindstrom@tulli.fi

**FRANCE  
FRANCIA**

Dr. Patrick Bonjour  
Direction generale de l'alimentation  
Ministere de l' Agriculture, de la Peche  
et de l'Alimentation  
175, rue du Chevaleret  
75646 Paris Cedex 13  
**Phone:** 33 1 49 55 8120  
**Fax:** 33 1 49 55 4462

M. Jean-Pierre Doussin  
Ministere de l'Economie et des Finances  
de la consommation et de la  
Direction generale de la concurrence  
de la consommation et de la  
repression des fraudes  
59, Boulevard Vincent-Auriol  
75703 Paris Cedex 13  
**Phone:** 33 1 44 97 3470  
**Fax:** 33 1 44 97 3037  
**Email:** jean-pierre.doussin@dpa.finances.gov.fr

Mme Annie Loc'h  
Association Nationale des Industries  
Agro-alimentaires (A.N.I.A)  
155, boulevard Haussmann  
75008 Paris  
**Phone:** 33 1 53 83 8600  
**Fax:** 33 1 45 61 9664

Dr Didier Carton  
Chef du Service  
Direction de l'Agriculture et de la Foret  
Service Veterinaire et de la Protection des  
Vegetaux  
BP 256  
Noumea  
**Phone:** 68 7 25 51 19  
**Fax:** 68 7 25 51 29  
**Email:** dafe@offratel.nc

**GERMANY  
ALLEMAGNE  
ALEMANIA**

Dr Hans Boehm  
Head, Division of Food Hygiene and Food  
Importation  
Federal Ministry for Health  
Am Propsthof 78a  
D-53121 Bonn  
**Phone:** 49 228 941 4220  
**Fax:** 49 228 941 4944

**GREECE  
GRECE  
GRECIA**

Mr Dimitris Gerakopoulos  
Chief  
Food Safety and Inspection Service  
Directorate of Processing Standardization  
and Quality Control  
Ministry of Agriculture  
2 Acharnon Str  
GR - 101 76 Athens  
**Phone:** 30 1 524 6364  
**Fax:** 30 1 523 8337

Mr Kostas Economopoulos  
Food Safety and Inspection Service  
Directorate of Processing Standardization  
and Quality Control  
Ministry of Agriculture  
2 Acharnon Str  
GR - 101 76 Athens  
**Fax:** 30 1 523 8337

**HUNGARY  
HONGRIE  
HUNGRIA**

Dr Endre Racz  
Head of Unit  
Ministry of Agriculture  
Hungary  
Budapest 55  
PF 1 H 1860  
**Phone:** 36 1 301 4383  
**Fax:** 36 1 302 0408

**ICELAND  
ISLANDE  
ISLANDIA**

Mr Thordur Asgeirsson  
Director of Fisheries  
Directorate of Fisheries  
Ingolfsstraeti 1  
150 Reykjavik  
**Phone:** 354 1 697900  
**Fax:** 354 1 697991  
**Email:** thordur @ hafro.is

Mr Gylfi Petursson  
Ministry of Fisheries  
Skulagata 4  
150 Reykjavik  
**Phone:** 354 1 609670  
**Fax:** 354 1 621853  
**Email:** gylfi@hafro.is

**INDIA  
INDE**

Mrs Shashi Sareen  
Consultant (Quality Assurance)  
Agriculture and Processed Food Products  
Export Development Authority (APEDA)  
Ministry of Commerce  
Ansal Chamber 2  
6 Bhikaji Cama Place  
New Delhi 110066  
**Phone:** 91 11 619 2141  
**Fax:** 91 11 619 5016  
**Email:** apeda/delhi@dartmail.dartnet.com

Dr Thakur Chand Chaudhuri  
Director of Research  
Tea Board of India  
14 B.T.M. Sarani  
Calcutta 700001  
**Phone:** 91 33 125 5538  
**Fax:** 91 33 225 1417

Mr Madhukar Gawai  
Deputy Commissioner  
(Storage and Research)  
Government of India  
Ministry of Food, Department of Food  
Procurement and Distribution  
Krishi Bhavan  
New Delhi - 110001  
**Phone:** 91 11 338 7334  
**Fax:** 91 11 378 2213

Dr Ravindra Kumar  
Executive (Research and Development)  
National Dairy Development Board  
P.B. No 40  
Anand, Gujarat  
**Phone:** 91 26 92 40148  
**Fax:** 91 26 92 40165  
**Email:** ravindra@anand.nddb.ernet.in

**INDONESIA**  
**INDONESIE**

Dr Wahyudi Sugiyanto  
Director  
Center for Standardisation and Accreditation  
Agency of Agribusiness  
Ministry of Agriculture  
**Phone:** 62 21 700 4367  
**Fax:** 62 21 700 4367

Ms Suryandari Prabowo  
Assistant Deputy for Food Standardisation  
State Ministry of Food Affairs  
Jl. Kuningantimur H2-5  
Jakarta Secatan  
**Phone:** 62 21 522 6788  
**Fax:** 62 21 521 0292

Mrs Husniaty  
Head of Biological Testing Division  
Centre for Testing and Quality Control and  
Consumer Services  
Ministry of Industry and Trade  
Jalan Raya Bogor Km.26  
Jakarta 13740  
**Phone:** 62 21 8710323  
**Fax:** 62 21 8710478  
**Email:** karim\_h@pusdata.deprin.go.id

Mr Harmen Sembiring  
Industry and Trade Attache  
Indonesian Embassy  
8 Darwin Ave  
Yarralumla  
Canberra ACT 2600  
Australia  
**Phone:** 61 6 250 8600  
**Fax:** 61 6 273 3545  
**Email:** atperindag@netinfo.com.au

Mrs Syamsimar Sitaba  
Head of Sub Directorate  
Food Legislation  
Ministry of Health  
JL Percetakan Negara 23  
Jakarta 10560  
**Phone:** 62 21 424 1781  
**Fax:** 62 21 425 3856

Mrs Susilawati Sukmadji  
Officer of Accreditation and Related Co-  
operation  
Ministry of Industry and Trade  
Centre for Standardization  
Jalan Gatot Subroto KAU 52-53, FL20  
Jakarta  
**Phone:** 62 21 525 2690  
**Fax:** 62 21 525 2690

Mrs Marlina Tahrir  
Vice Consul of Economics  
Indonesian Consulate General  
236-238 Maroubra Rd  
Maroubra, N.S.W 2035  
Australia  
**Phone:** 61 2 9344 9933  
**Fax:** 61 2 9349 6854

**IRELAND**  
**IRLANDE**  
**IRLANDA**

Mr Sean O'Connor  
Deputy Chief Veterinary Officer  
Department of Agriculture, Food and Forestry  
Floor 5 East  
Agriculture House  
Kildare Street  
Dublin 2  
**Phone:** 353 45 607 2000  
**Fax:** 353 45 661 6263

**ISRAEL**

Dr Zvi Sidelman  
Vice Director  
Food Control Administration  
Ministry of Health  
PO Box 20301  
Tel Aviv  
**Phone:** 972 3 563 4812  
**Fax:** 972 3 561 9549

**ITALY**  
**ITALIE**  
**ITALIA**

Dr Brunella Lo Turco  
Director  
Ministry of Agriculture  
Via Sallustiana 10  
Rome  
**Phone:** 39 6 4880273  
**Fax:** 39 6 4880273

**JAPAN**  
**JAPON**

Ms Atuko Ishii, D.V.M.  
Technical Official  
Office of Port Health Administration  
Food Sanitation Division  
Environmental Health Bureau  
Ministry of Health and Welfare  
1-2-2 Kasumigaseki Chiyoda-ku  
Tokyo 100-45  
**Phone:** 81 3 3581 5271  
**Fax:** 81 3 3591 8029

Mr Yoshiaki Hayasaka  
Deputy Director  
Standards and Labelling Division  
Food and Marketing Bureau  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1 Kasumigaseki Chigoda-ku  
Tokyo 100  
**Phone:** 81 3 3501 4094  
**Fax:** 81 3 3502 0438

Mr Masao Shimizu  
Fisheries Agency  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda  
Tokyo  
**Phone:** 81 3 3502 8111  
**Fax:** 81 3 3591 6867

Mr Katsuya Sato  
Technical Advisor  
Association for the Safety of Imported Food  
Earnest Building, 8th Floor  
9-8 Hisamatsu-Cho  
Nihonbashi, Chuo-ku  
Tokyo 103  
**Phone:** 81 3 5695 0819  
**Fax:** 81 3 5695 0969

Mr Tsuneo Inokuchi  
Technical Adviser  
Food Hygiene Association, Japan  
Earnest Building, 8th Floor,  
9-8 Hisamatsu-Chou  
Nihonbashi, Chuo-Ku  
Tokyo 103  
**Phone:** 81 3 5695 0819  
**Fax:** 81 3 5695 0969

Mr Yoshitomo Tanaka  
Technical Advisor  
National Association of Food Industry  
3-6-18 Kamimegro  
Meguroku Koyyo

Mr Reiji Yoshikawa  
Technical Advisor  
National Association of Food Industry  
3-16-18 Kamimeguro  
Meguroku Koyyo  
**Phone:** 81-3-3716 2639  
**Fax:** 81-3-3716 2700

**KOREA, REPUBLIC OF  
COREE, REPUBLIQUE DE  
COREA, REPUBLICA DE**

Mr Hee Joo Choi  
Deputy Director  
Food Industry Division  
Food Policy Bureau  
Ministry of Health and Welfare  
1 Jungang-Dong , Kwachun City,  
Kyunggi-Do  
**Phone:** 82 2 504 6206  
**Fax:** 82 2 504 6207

Miss Mi Young Cho  
Senior Researcher  
Ministry of Health and Welfare  
57-1 Norayngjin- Dong, Dongjak-ku  
Seoul, 156-050  
**Phone:** 82 2 823 9545  
**Fax:** 82 2 823 9545

Dr Dae-Jin Kang  
Veterinary Officer  
National Animal Quarantine Service  
Ministry of Agriculture and Forestry  
23-4 Deung Chon,  
Kang Seo, Seoul 157-032  
**Phone:** 82 2 650 0692  
**Fax:** 82 2 650 0668  
**Email:** nags@soback.kornet.nm.kr

Dr Seonggyun Shin  
Senior Researcher  
Korean Institute of Food Hygiene  
57-1 Norayngjin Dong, Dongjak Gu  
Seoul, 156-050  
**Phone:** 82 2 823 9547  
**Fax:** 82 2 824 1762

**LIBYA  
LIBYE  
LIBIA**

Dr Ahmed Mohamed Shembesh  
Director  
General Corporation for Inspection and  
Services  
**Phone:** 218 6 8621 3651  
**Fax:** 218 6 8621 3724

**MALAYSIA  
MALAISIE  
MALASIA**

Ms Nor Aini Sudin  
Head of Delegation  
Ministry of Primary Industries  
PO Box 10621  
50720 Kuala Lumpur  
**Phone:** 60 3 825 9432  
**Fax:** 60 3 825 9446

Ms Mariam Abdul Latif  
Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health Malaysia  
4th Floor, Block E, Office Complex  
Jalan Dungun, Bukit Damansara  
50490 Kuala Lumpur  
**Phone:** 60 3 254 0088  
**Fax:** 60 3 253 7804  
**Email:** mal@dph.gov.my

Dr Rosini Alias  
Department of Veterinary Services  
8th Floor Block A  
Exchange Square off Jalan Semantan  
50630 Kuala Lumpur  
**Phone:** 60 3 254 0077  
**Fax:** 60 3 253 5804  
**Email:** rosini@jph.gov.my

Mr John Feeney  
Marketing Officer  
Malaysian Trade Commission  
11th Floor, Karovel House  
92 Pitt Street  
Sydney NSW 2000  
Australia  
**Phone:** 61 2 9252 2270  
**Fax:** 61 2 9252 2285

Mr Choy Siew Kiong  
Director  
Training and Extension  
Department of Fisheries Malaysia  
Ministry of Agriculture  
8 & 9th Floor Wisma Tani  
Jalan Sultan Salahuddin  
50628 Kuala Lumpur  
**Phone:** 60 3 298 2011  
**Fax:** 60 3 291 0305  
**Email:** ppnd01@dot.moa.my

Mrs Radziah Mohd. Daud  
Principal Researcher  
Standards Development Unit  
Standards and Industrial Research Institute of  
Malaysia  
Persiaran Dato' Menteri, Section 2  
PO Box 7035  
40911 Shah Alam  
Selangor  
**Phone:** 60 3 556 7356  
**Fax:** 60 3 556 7368

Mr Raja Shahrom Raja Kamaruddin  
Director  
Division of Quality Control, Licensing and  
Enforcement  
Palm Oil Registration and Licensing Authority  
Lot 6, SS 6, Jalan Perbandaran  
47301 Kelana Jaya  
Selangor  
**Phone:** 60 3 703 7294  
**Fax:** 60 3 703 3914

Ms Tengku Ashaharina Tengku Ahmad  
Trade Commissioner  
Malaysian Trade Commission (MATRADE)  
11th Floor, Karovel House  
92 Pitt Street  
Sydney NSW 2000  
Australia  
**Phone:** 61 2 9252 2270  
**Fax:** 61 2 9252 2285

Dr Mohamed Paid Yusof  
Assistant Director  
Food Quality Control Division  
Ministry of Health, Malaysia  
4th Floor Block E Office Complex  
Jalan Dungun, Bukit Damansara  
50490 Kuala Lumpur  
**Phone:** 60 3 254 0088  
**Fax:** 60 3 253 7804

**MEXICO**  
**MEXIQUE**

Dr Francisco Jose Gurria Trevino  
Director en Jefe  
Comision Nacional de Sanidad Agropecuaria  
Amores No. 321, Piso 1  
Col Del Valle CP 03100  
**Phone:** 52 5 536 6626  
**Fax:** 52 5 687 7938

Ms Aida Albuerne Pina  
Director  
Sanitary Compliment  
Ministry of Health  
Donceles # 39  
Col Centro Historico  
Mexico City D.F. C.P. 06010  
**Phone:** 52 5 521 6550  
**Fax:** 52 5 512 9628  
**Email:** dgcsbys@iservice.net.mex

Mr Jose Luis Flores Luna  
Director  
Sanitary Inspection  
Ministry of Health  
Donceles # 39  
Col Centro Historico  
Mexico City D.F. C.P. 06010  
**Phone:** 52 2 512 9994  
**Fax:** 52 5 512 9628  
**Email:** dgcsbys@iservice.net.mex

**MICRONESIA, FEDERATED STATES OF  
MICRONESIE, ETATS FEDERES DE  
MICRONESIA, ESTADOS FEDERADOS  
DE MICRONESIA**

Mr Nachsa Siren  
Administrator  
Division of Environment and Community  
Health  
FSM Department of Health Services  
PO Box 70  
Palikir, Pohnpei FM 96941  
**Phone:** 691 320 2619  
**Fax:** 691 320 5263

**NETHERLANDS  
PAYS-BAS  
PAISES BAJOS**

Mr Gerrit Van de Haar  
Deputy General Director  
Inspectorate for Health Protection  
Ministry of Health, Welfare and Sports  
PO Box 5840  
2280 NV Rijswijk  
**Phone:** 31 70 340 5060  
**Fax:** 31 70 340 5435

Dr Jos Goebbels  
Deputy Chief Veterinary Officer  
Chief Veterinary Inspectorate  
Ministry of Health, Welfare and Sports  
PO Box 3008  
2280 MK Rijswijk  
**Phone:** 31 70 34 7063  
**Fax:** 31 70 340 7063

Mr Jacobus Warmerhoven  
Policy Officer  
Ministry of Health, Welfare and Sports  
Sir Winston Churchillaan 368  
2280 MK Rijswijk  
**Phone:** 31 70 340 6942  
**Fax:** 31 70 340 5177

Mr Gerrit Koornneef  
Adviser  
General Product Board for Arable Products  
PO Box 29739  
2502 LS The Hague  
**Phone:** 31 70 370 8323  
**Fax:** 31 70 370 8444

**NEW ZEALAND  
NOUVELLE-ZELANDE  
NUEVA ZELANDIA**

Dr. Steve Hathaway  
National Manager  
Research and Development  
MAF Regulatory Authority  
Meat and Seafood  
PO Box 646  
Gisborne  
**Phone:** 64 6 867 1144  
**Fax:** 64 6 868 5207  
**Email:** [hathaways@ra.maf.govt.nz](mailto:hathaways@ra.maf.govt.nz)

Mr Peter Johnston  
National Manager  
Market Access - Plants  
MAF Regulatory Authority  
PO Box 2526  
Wellington  
**Phone:** 64 4 474 4130  
**Fax:** 64 4 474 4250  
**Email:** [johnstonp@ra.maf.govt.nz](mailto:johnstonp@ra.maf.govt.nz)

Dr Caryll Susan Shailer  
National Manager (Specifications)  
Ministry of Agriculture  
P.O. Box 2526  
Wellington  
**Phone:** 64 4 498 9877  
**Fax:** 64 4 474 4239  
**Email:** [Shailerc@ra.maf.govt.nz](mailto:Shailerc@ra.maf.govt.nz)

Mr Jim Wilson  
Senior Advisor (Health Protection)  
Ministry of Health  
P.O. Box 5013  
Wellington  
**Phone:** 64 4 496 2000  
**Fax:** 64 4 496 2340  
**Email:** [Wilson.J@mohwn.synet.net.nz](mailto:Wilson.J@mohwn.synet.net.nz)

Mr Bob Martin  
Market Access Manager  
Zespri International Ltd  
P.O. Box 9906  
Auckland  
**Phone:** 64 9 367 7538  
**Fax:** 64 9 367 0240  
**Email:** martinb@zespri.co.nz

**NORWAY**  
**NORVEGE**  
**NORUEGA**

Mr Aksel Reidar Eikemo  
Director General  
Directorate of Fisheries  
Department of Fisheries Control  
P.O Box 185  
N-5002 Bergen  
**Phone:** 47 5523 8000  
**Fax:** 47 5523 8090

Mr Lennart Johanson  
Head of Section  
Department of Food Control and Food Law  
Enforcement  
Norwegian Food Control Authority  
P.O. Box 8187 Dep  
N-0034 Oslo  
**Phone:** 47 2224 6783  
**Fax:** 47 2224 6699  
**Email:** lennartjohanson@snt.dep.telemax.no

Ms Lise Kjolstad  
Senior Executive Officer  
Department of Food Production  
Plant and Animal Health  
Ministry of Agriculture  
P.O. Box 8007 Dep  
N-0030 Oslo  
**Phone:** 47 22 24 9435  
**Fax:** 47 22 24 9559  
**Email:** lise.kjolstad@ld.dep.telemax.no

**PERU**  
**PEROU**

Mr Juan Narciso Chavez  
Director General Adjunto  
Ministerio De Salud  
Las Amapolas #350  
Urb. San Eugenio  
Lima 14  
**Phone:** 51 14 402340 / 40 0399  
**Fax:** 51 14 406562  
**Email:** postmast@digesa.sld.pe

Ms Juana Hidalgo de Cueva  
Gerente Central de INASSA  
International Analytical Services SA  
Av La Marina 3035  
San Miguel  
Lima  
**Phone:** 51 15 78 2535  
**Fax:** 51 15 78 2620

**PHILIPPINES**  
**FILIPINAS**

Dr Edna Zenaida V. Villacorte  
Chief, Animal Feeds Standard Division  
Bureau of Animal Industry  
Department of Agriculture  
BAI - AFSD  
Visayas Avenue  
Diliman  
Quezon City  
**Phone:** 63 2 928 2837  
**Fax:** 63 2 924 7954  
**Email:** afsdbai@q1net.net

Dr Maria Araceli E. Albarece  
Agriculture Attache  
Embassy of the Philippines  
1 Moonah Place  
Yarralumla, Canberra  
Australia 2601  
**Phone:** 61 6 273 2584  
**Fax:** 61 6 273 2113

Mrs Namnama Amanda Javelosa  
Supervising Fishing Regulations Officer  
Bureau of Fisheries and Aquatic Resources  
Department of Agriculture  
860 Arcadia Bldg,  
Quezon Avenue, Quezon City  
**Phone:** 63 2 927 8517  
**Fax:** 63 2 927 8517

Mr Arturo J. Liquete  
Head Executive Assistant  
Philippine Coconut Authority  
Department of Agriculture  
Diliman, Quezon City  
**Phone:** 63 2 927 8116  
**Fax:** 63 2 927 8706

Dr Beata Humilda Olaguera- Obsioma  
Head, Meat Import and Export  
Meat Inspection Commission  
Department of Agriculture  
Visayas Avenue, Diliman,  
Quezon City, 1100  
**Phone:** 63 2 924 7971  
**Fax:** 63 2 924 3118

Ms Carmina J. Parce  
Food and Drug Regulation Officer  
Department of Health  
Bureau of Food and Drugs  
DOH Compound, Alabang  
City of Muntinlupa 1770  
**Phone:** 63 2 842 4625  
**Fax:** 63 2 807 0751

Mr Manuel R. Tayas  
Trade Consul  
Philippine Trade and Investment  
Promotion Office  
GPO Box 4979  
Sydney NSW 2000  
Australia  
**Phone:** 61 2 9262 1819  
**Fax:** 61 2 9262 1830  
**Email:** traderep@world.net

**POLAND  
POLOGNE  
POLONIA**

Ms Teresa Jablonska-Urbaniak  
Director  
Ministry of Agriculture and Food Economy  
30, Wspolna Street  
00-930 Warsaw  
**Phone:** 48 22 623 2122  
**Fax:** 48 22 623 62300

Dr Janusz Bronislaw Berdowski  
Director  
Polish Centre for Testing and Certification  
23A Klobucka Street  
02-699 Warsaw  
**Phone:** 48 22 647 0742  
**Fax:** 48 22 647 1222

Dr Elzbieta Nitecka  
Expert  
Foundation of Assistance Programmes  
for Agriculture (FAPA)  
30, Wspolna Street  
00-930 Warsaw  
**Phone:** 48 22 623 2217  
**Fax:** 48 22 623 1751

Mrs Anna Skrzynska  
Agricultural and Food Quality Inspection  
32/34 Zuravia Street  
00-515 Warsaw  
**Phone:** 48 22 625 2028  
**Fax:** 48 22 621 4858

Dr Lucjan Szponar  
Director  
National Food and Nutrition Institute  
Ministry of Health and Social Welfare  
61/63 Powsinska Street  
02-903 Warsaw  
**Phone:** 48 22 42 21 71  
**Fax:** 48 22 42 11 03  
**Email:** szponar@izz.waw.pl

**ROMANIA  
ROUMANIE  
RUMANIA**

Mrs Olimpia Vorovenci  
Expert in Standardisation of Agro-Food  
Produce  
Romanian Standards Institute  
13 JL Calderon Street 70201  
Bucuresti 2  
**Phone:** 401 615 870  
**Fax:** 401 210 0833

Mrs Ecaterina Iovanescu  
Reynolds - Romania  
12 Semicerculwi St  
Bucuresti 1  
**Phone:** 223 3304  
**Fax:** 223 3305

**SLOVAK REPUBLIC  
REPUBLIQUE SLOVAQUE  
REPUBLICA ESLOVACA**

Dr Milos Drienko  
Embassy of the Slovak Republic  
47 Culgoa Circuit  
O'Malley ACT 2606  
**Phone:** 61 6 290 1516  
**Fax:** 61 6 290 1755

**SLOVENIA, REPUBLIC OF  
SLOVENIE, REPUBLIQUE DE  
ESLOVENIA, REPUBLICA DE**

Dr Dunja Sever  
Deputy Chief Health Inspector  
Ministry of Health  
Health Inspectorate of the Republic of Slovenia  
Ljubljana, Parmova 33  
**Phone:** 386 61 133 50 24  
**Fax:** 386 132 32 75

**SOUTH AFRICA  
AFRIQUE DU SUD  
SUDAFRICA**

Mr David E Malan  
Assistant Director  
Directorate of Plant and Quality Control  
Department of Agriculture  
Private Bag X258  
Pretoria 0001  
**Phone:** 27 12 319 6049  
**Fax:** 27 12 319 6055  
**Email:** david@pgb1.agric.za

**SPAIN  
ESPAGNE  
ESPAÑA**

Mr Juan Osorio  
Commercial Attache  
Commercial Office  
Embassy of Spain  
Edgecliff Centre, Suite 408  
203 New South Head Road  
Edgecliff NSW 2027  
Australia  
**Phone:** 61 2 9362 4212  
**Fax:** 61 2 9362 4057

**SWEDEN  
SUEDE  
SUECIA**

Dr Tor Bergmann  
Senior Veterinary Inspector  
National Food Administration  
Box 622  
S-751 26 Uppsala  
**Phone:** 46 18 175587  
**Fax:** 46 18 105848  
**Email:** tor.bergman@slv.se

**SWITZERLAND  
SUISSE  
SUIZA**

Ms Eva Zbinden  
Head of Codex Section  
Swiss Federal Office of Public Health  
CH-3003  
Bern  
**Phone:** 41 31 322 9572  
**Fax:** 41 31 322 9574  
**Email:** eva.zbinden@bag.admin.ch

Dr Jean Vignal  
Food Legislation Department  
Nestec SA  
Avenue H Nestle, 55  
CH 1800 VEVEY  
**Phone:** 41 21 924 3501  
**Fax:** 41 21 924 4547

**THAILAND  
THAILANDE  
TAILANDIA**

Mrs Nongyow Thongtan  
Director  
CEICAP and  
Agricultural Chemistry Division  
Department of Agriculture  
Ministry of Agriculture and Cooperative  
Chatuchak  
Bangkok 10900  
**Phone:** 66 2 579 7549  
**Fax:** 66 2 561 5034  
**Email:** nongyow@mozart.inet.co.th

Miss Supaporn Amnuaykit  
Food and Drug Official  
Inspector Division  
Food and Drug Administration  
Ministry of Public Health  
Tivanond Road  
Nonthaburi 11000  
**Phone:** 66 2 591 8475  
**Fax:** 66 2 591 8477

Miss Usana Berananda  
Vice-Consul  
Royal Thai Consulate-General  
Sydney NSW  
Australia  
**Phone:** 9241 2542  
**Fax:** 9247 8312

Mr Prakit Chongwatanakul  
Director  
Division of Veterinary Public Health  
Department of Livestock Development  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Phayathai Road  
Bangkok 10400  
**Phone:** 66 2 251 5646  
**Fax:** 66 2 251 7922

Mrs Pensri Jantasim  
Standards Officer  
Thai Industrial Standards Institute (TISI)  
Ministry of Industry  
Rama 6 Street  
Bangkok 10400  
**Phone:** 66 2 202 3441  
**Fax:** 66 2 248 7987

Mr Montri Klitsaneephaiboon  
Director  
Fish Inspection and Quality Control Division  
Department of Fisheries  
Kaset-Klang, Chatuchak  
Bangkok 10900  
**Phone:** 66 2 579 7738  
**Fax:** 66 2 579 6687  
**Email:** ofiqc.df@montri.ku.ac.th

Mr Somchai Komolyingcharoen  
Food Control Official  
Food Control Division  
Food and Drug Administration  
Ministry of Public Health  
Tivanond Road,  
Nonthaburi 11000  
**Phone:** 66 2 590 7183  
**Fax:** 66 2 591 8460-1

Miss Raneekumton  
Standards Officer 8  
Thai Industrial Standards Institute (TISI)  
Ministry of Industry  
Rama 6 Street  
Bangkok 10400  
**Phone:** 66 2 202 3358  
**Fax:** 66 2 202 3359

Ms Piyanart Leevivat  
Medical Scientist  
Division of Food-for-Export Analysis  
Department of Medical Sciences  
Ministry of Public Health  
693 Bamrung Muang Road  
Yodse  
Bangkok 10100  
**Phone:** 66 2 223 9309  
**Fax:** 66 2 226 1979  
**Email:** nart@health.moph.go.th

Mr Tanongpan Satjapala  
Medical Scientist  
Department of Medical Sciences  
Ministry of Public Health  
Food For Export Division  
Bumrungruam Road  
Yodse  
Bangkok 10100  
**Phone:** 66 2 223 1444 Ext 278  
**Fax:** 66 2 226 1979

Mr Bunlert Sirichai  
Department of Foreign Trade  
Ministry of Commerce  
35-39 Ratchabopit Road  
Bangkok 10200  
**Phone:** 66 2 222 2365  
**Fax:** 66 2 227 3255

Mr Fueong Srisombai  
Division of Commodity Standard Inspection  
Department of Foreign Trade  
Ministry of Commerce  
Ratcha-Damnern Klang Road  
Panakorn District  
Bangkok 10200  
**Phone:** 66 2 282 8181 - 3 Ext 120  
**Fax:** 66 2 281 6740

Miss Orapin Thirawat  
Director  
Plant Protection Service Division  
Department of Agricultural Extension  
Ministry of Agriculture and Cooperatives  
Paholyotin Road  
Bangkok 10900  
**Phone:** 66 2 579 3008  
**Fax:** 66 2 561 4693

Mrs Patrathip Vacharakomolphan  
Standards Officer  
Thai Industrial Standards Institute (TISI)  
Ministry of Industry  
Rama 6 Street  
Bangkok 10400  
**Phone:** 66 2 202 3441  
**Fax:** 66 2 248 7987

Ms Thanitha Boonyanandha  
Manager  
Thai Frozen Foods Association  
160/194-7 ITF Building, 13th Floor  
Silom Road  
Bangrak District  
Bangkok 10500  
**Phone:** 66 2 235 5622-4  
**Fax:** 66 2 235 5625

Mr Udom Chariyavilaskul  
Vice President  
Thai Frozen Foods Association  
160/194-7 ITF Building, 13th Floor  
Silom Road  
Bangrak District  
Bangkok 10500  
**Phone:** 66 2 235 5622-4  
**Fax:** 66 2 235 5625

Mr Wanchai Somchit  
Executive Manager  
Thai Food Processors' Association  
170/22 Ocean Tower 1, 9th Floor  
New-Rachadapisek Road  
Klongteoy  
Bangkok 10110  
**Phone:** 66 2 261 2684-6  
**Fax:** 66 2 261 2996-7

Mrs Malinee Subvanich  
Director  
Thai Food Processors' Association  
170/22 Ocean Tower 1, 9th Floor  
New-Rachadapisek Road  
Klongteoy  
Bangkok 10110  
**Phone:** 66 2 261 2684-6  
**Fax:** 66 2 261 2996-7

Mr Poonkeite Thangsombat  
Vice Secretary General  
Thai Food Processor Association  
170/22 Ocean Tower 1  
New-Rachadapisak Road,  
Klong Teoy  
Bangkok 10110  
**Phone:** 66 2 261 2684-6  
**Fax:** 66 2 261 2996-7

**TURKEY**  
**TURQUIE**  
**TURQUIA**

Mr Tamer Dizioglu  
Deputy General Director  
Prime Ministry  
Undersecretariat for Foreign Trade  
General Directorate of Standardization for  
Foreign Trade  
**Fax:** 90 312 212 8768

Miss Ayse Dogan  
Agriculture Engineer  
Ministry of Agriculture  
General Directorate of Protection and Control  
**Phone:** 90 312 417 4176  
**Fax:** 90 312 418 9395

**UNITED KINGDOM**  
**ROYAUME-UNI**  
**REINO UNIDO**

Mr Grant Meekings  
Head  
Food Labelling and Standards Division  
Ministry of Agriculture Fisheries and Food  
Room 322  
Ergon House c/o Noble House  
17 Smith Square  
London SW1P 3JR  
**Phone:** 0171 238 6278  
**Fax:** 0171 238 6763

Mr David Taylor  
Veterinary Head of Red Meat Hygiene Section  
Ministry of Agriculture, Fisheries and Food  
Room B142, Government Buildings  
Hook Rise South  
Tolworth  
Surbiton, Surrey KT6 7MF  
**Phone:** 0181 330 8316  
**Fax:** 0181 330 8509

**UNITED STATES OF AMERICA**  
**ETATS-UNIS D'AMERIQUE**  
**ESTADOS UNIDOS DE AMERICA**

Dr Fred R. Shank  
Director  
Center for Food Safety and Applied Nutrition  
US Food and Drug Administration  
200 C Street, SW, Room 6815.  
Washington, DC 20204  
**Phone:** 202 205 4850  
**Fax:** 202 205 5025

Mrs Rhonda Bond  
Executive Officer for Codex  
Food Safety and Inspection Service  
U.S. Department of Agriculture  
Room 311, West End Court  
Washington, DC 20250-3700  
**Phone:** 202 418 8852  
**Fax:** 202 418 8865  
**Email:** uscodex@aol.com

Ms Maritza Colon-Pullano  
Special Assistant  
International Regulatory Issues  
Office of Regulatory Affairs  
Food and Drug Administration  
Room 14-90 Parklawn Building  
5600 Fishers Lane  
Rockville, Maryland 20857  
**Phone:** 301 827 4553  
**Fax:** 301 827 0963  
**Email:** mcpullan@fdaem.ssw.dhhs

Ms Naomi Kawin  
Associate Director for International Policy  
Office of Policy  
Food and Drug Administration, HF-23  
Rm 15-74 Parklawn Building  
5600 Fishers Lane  
Rockville MD 20857  
**Phone:** 301 827 3344  
**Fax:** 301 443 6906  
**Email:** nkawin@bangate.fda.gov

Dr Richard Mikita  
Special Assistant for International Activities  
Field Operations  
Food Safety and Inspection Service  
US Department of Agriculture  
Room 344E, Jamie Whitten Building  
Washington DC 20250-3700  
**Phone:** 202 720 0290  
**Fax:** 202 690 0766  
**Email:** richard.mikita@usda.gov

Carl C. Reynolds  
Director  
Office of Field Programs  
Center and Food Safety and Applied Nutrition  
US Food and Drug Administration  
200 C Street, SW.  
Washington, DC 20204  
**Phone:** 202 205 4187  
**Fax:** 202 205 4819  
**Email:** ccr@fdacf.ssw.dhhs.gov

Mr Marvin Dixon  
Manager  
International Nutrition and Scientific Regulatory  
Affairs  
Nabisco Foods Group  
200 De Forest Avenue  
East Hanover  
New Jersey 07936  
**Phone:** 201 503 3025  
**Fax:** 201 503 2471  
**Email:** DixonM@Nabisco.com

Ms Julia Howell  
Director  
Regulatory Submissions  
Scientific and Regulatory Affairs  
The Coca Cola Company  
P.O. Box 1734  
Atlanta, Georgia 30301  
**Phone:** 404 676 4224  
**Fax:** 404 676 7166

Mr Rodney Leonard  
Executive Director  
Community Nutrition Institute  
910 17th Street, NW (Suite 413)  
Washington, DC 20006  
**Phone:** 202 776 0595  
**Fax:** 202 776 0599

Ms Peggy Rochette  
Manager  
Technical Regulatory Affairs  
National Food Processors Association  
1401 New York Avenue, NW  
Washington, DC 20005  
**Phone:** 202 639 5921  
**Fax:** 202 639 5932

Dr Leila Saldanha  
Director Nutrition  
Kellogg Asia Pacific  
41-51 Wentworth Avenue  
Pagewood 2019 NSW  
Australia  
**Phone:** 61 2 9384 5442  
**Fax:** 61 2 9384 5395  
**Email:** leila.saldanha@kellogg.com

Dr Catherine St. Hilare  
Director  
Regulatory Affairs  
Hershey Foods Corporation  
19 E. Chocolate Avenue  
Hershey, PA 17033-0805  
**Phone:** 717 534 5034  
**Fax:** 717 534 6161

Dr H. Michael Wehr  
National Milk Producers Federation  
1840 Wilson Boulevard  
Arlington, Virginia 22201  
**Phone:** 703 243 6111  
**Fax:** 703 841 9328  
**Email:** wehrhere@aol.com

#### **URUGUAY**

Mr Cesar Ferrer  
Consul General  
Consulate General of Uruguay  
G.P.O Box 717  
Sydney, N.S.W. 2001  
Australia  
**Phone:** 61 2 9251 5544  
**Fax:** 61 2 9251 5455  
**Email:** curuvuay@ozemail.com.au

#### **VIET NAM**

Dr Nguyen Nhu Tiep  
Senior Expert  
National Fisheries Inspection and Quality  
Assurance Centre  
Ministry of Fishery  
**Phone:** 84 4 835 4966  
**Fax:** 84 4 831 7221

Mr Nguyen Van Thanh  
Expert  
Department of Sciences and Technology  
Ministry of Fishery  
**Phone:** 84 4 832 5630  
**Fax:** 84 4 832 6702

#### **OBSERVER COUNTRIES**

##### **BRUNEI**

Dr Mohamad Yussof Bin Haji Mohiddin  
Deputy Director  
Department of Agriculture  
Ministry of Industry and Primary Resources  
Bandar, Seri Begawan 2059  
**Phone:** 673 2 382788  
**Fax:** 673 2 382226

Mrs Rosidah Metussin  
Agricultural Chemist  
Agricultural Department  
Ministry of Industry and Primary Resources  
Bandar Seri Begawan 2059  
**Phone:** 673 2 661352  
**Fax:** 673 2 661354

#### **INTERNATIONAL ORGANIZATIONS**

##### **COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITY**

Mr Robert Hankin  
Deputy Head of Unit  
Foodstuffs Legislation  
Directorate General for Industry  
Commission of the European Communities  
RP 11 3/2  
Rue de la Loi 200  
B1049 Brussels Wetstraat 200  
Belgium  
**Phone:** 32 2 295 97 73  
**Fax:** 32 2 296 09 51

Mr Andrew John Wilson  
Head of Section  
Veterinary Legislation Unit  
Commission of the European Communities  
L84, 7/11  
Rue de la Loi, 84  
B-1049 Brussels  
Belgium  
**Phone:** 32 2 295 84 12  
**Fax:** 32 2 295 31 44  
**Email:** andrew.wilson@dgb.cec.be

## CONSUMERS INTERNATIONAL

Ms Mara Bun  
Policy Manager  
Australian Consumers Association  
57 Carrington Road  
Marrickville NSW 2204  
Australia  
**Phone:** 61 2 559 9830  
**Fax:** 61 2 558 0224  
**Email:** mara.bun@ausconsumer.com.au

Ms Sally Nathan  
Food Policy Officer  
Consumers International  
57 Carrington Road  
Marrickville NSW 2204  
Australia  
**Phone:** 61 2 9577 3374  
**Fax:** 61 2 9577 3377  
**Email:** ausconsumer@choice.consumer.org

## COUNCIL OF MINISTERS OF THE EU

Mr Paul Culley  
Secretariat of EU Council of Ministers  
175 Rue De La Loi (40 GM)  
1048 Brussels  
Belgium  
**Phone:** 32 2 285 6197  
**Fax:** 32 2 285 7686  
**Email:** paul.culley@GSC3.consilium.  
belgacom.be

## FOOD AND AGRICULTURAL ORGANIZATION (FAO) OF THE UNITED NATIONS

Mr Richard J. Dawson  
Special Advisor  
Food and Agriculture Organisation (FAO)  
Regional Office for Asia Pacific (RAP)  
Maliwan Mansion  
29 Phra Atit Road  
Bangkok 10200  
Thailand  
**Phone:** 66 2 281 7844  
**Fax:** 66 2 281 9757

## INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION

Mr Philip Fawcett  
National Manager (Standards)  
Ministry of Agriculture  
PO Box 2526  
Wellington  
New Zealand  
**Phone:** 64 4 498 9874  
**Fax:** 64 4 474 4239  
**Email:** fawcetp@ra.maf.govt.nz

Mr Frank Catanzariti  
Quality Assurance  
C/- Nestle Foods  
GPO Box 4320  
Sydney NSW 2001  
Australia  
**Phone:** 61 2 993 12467  
**Fax:** 61 2 993 12610

## INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION

Mr Keith Richardson  
Liaison Officer  
Food Research Laboratory  
CSIRO Food Processing Division  
P.O. Box 52  
North Ryde NSW 2213  
Australia  
**Phone:** 61 2 887 8333  
**Fax:** 61 2 887 3107

## INTERNATIONAL STANDARDS ORGANIZATION

Mr Owen Archer  
Director  
International & Technical Services  
Standards Australia

**OFFICE INTERNATIONAL DES  
EPIZOOTIES (OIE)**

Dr Peter Thornber  
Special Veterinary Assistant  
Office of the Chief Veterinary Officer  
Dept of Primary Industries and Energy  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
Australia  
**Phone:** 61 6 271 6343  
**Fax:** 61 6 272 5697  
**Email:** peter.thornber@dpi.gov.au

**JOINT FAO/WHO SECRETARIAT**

Mr David Byron  
Food Standards Officer  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy  
**Phone:** 39 6 5225 4419  
**Fax:** 39 6 5225 4593  
**Email:** david.byron@fao.org

Dr Kazuaki Miyagishima  
Scientist  
Joint FAO/WHO Food Standards Programme  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy  
**Phone:** 39-6-5225-4098  
**Fax:** 39-6-5225-4593  
**Email:** miyagishimak@who.ch

Mr Greg Oriss  
Chief, Joint FAO/WHO Food Standards  
Programme  
Via delle Terme di Caracalla  
00100 Rome  
Italy  
**Phone:** 39 6 5225 2042  
**Fax:** 39 6 5225 4593  
**Email:** Gregory.Orriss@fao.org

Ms Peg Douglass  
Codex Consultant  
Australian Quarantine & Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
Australia  
**Phone:** 61 044 74 0172  
**Fax:** 61 044 74 0172  
**Email:** peggy.douglass@dpi.gov.au

**AUSTRALIAN SECRETARIAT**

Ms Ruth Lovisolo  
Manager  
Food Standards Policy Section  
Food Policy Branch  
Australian Quarantine and Inspection Service  
GPO Box 858  
Canberra ACT 2601  
Australia  
**Phone:** 61 6 272 5112  
**Fax:** 61 6 272 3103  
**Email:** ruth.lovisolo@dpi.gov.au

**PROJET DE DIRECTIVES SUR LA CONCEPTION, L'APPLICATION,  
L'ÉVALUATION ET L'HOMOLOGATION DE SYSTEMES D'INSPECTION ET  
DE CERTIFICATION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS  
ALIMENTAIRES**

(Avancé à l'étape 8 de la procédure)

**SECTION I - OBJECTIFS**

1. Les présentes directives se veulent un cadre pour la mise au point de systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations qui concordent avec les *Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires*<sup>28</sup>. Elles visent à aider les pays<sup>29</sup> à respecter les exigences spécifiées et à déterminer les équivalences de façon à protéger les consommateurs et à faciliter les échanges de denrées alimentaires<sup>30</sup>.
2. Le document traite de la reconnaissance de l'équivalence des systèmes d'inspection et/ou de certification, mais non des normes qui ont trait à des produits alimentaires particuliers ou à leurs éléments constituants (par exemple l'hygiène alimentaire, les additifs et les contaminants, l'étiquetage et les exigences qualitatives).
3. L'application par les gouvernements des directives présentées dans ce document devrait contribuer à établir et à entretenir la confiance que doit inspirer le système d'inspection et de certification d'un pays et à faciliter la loyauté des échanges, en tenant compte des attentes des consommateurs relatives au niveau de protection approprié.

**SECTION 2 - DEFINITIONS**

*Audit.* Examen méthodique et indépendant dans son fonctionnement qui sert à déterminer si les activités et les résultats obtenus satisfont aux objectifs préétablis.<sup>31</sup>

*Certification.* Procédure par laquelle les organismes de certification officiels et les organismes officiellement agréés donnent par écrit ou de manière équivalente, l'assurance que des denrées alimentaires ou des systèmes de contrôle des denrées alimentaires sont conformes aux exigences spécifiées. La certification des aliments peut, selon le cas, s'appuyer sur toute une gamme d'activités

---

<sup>28</sup> CAC/GL 20-1995

<sup>29</sup> Dans le cadre de ces directives, "pays" comprend les organismes régionaux d'intégration économique auxquels un groupe de pays a transféré ses compétences en matière de certification et d'inspection des importations et des exportations alimentaires et/ou de négociation d'accords d'équivalence avec d'autres pays.

<sup>30</sup> Les Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires prévoient que les pays importateurs devraient prendre en compte, lors de la définition et de l'application des systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires, les capacités des pays en développement à fournir les garanties nécessaires (paragraphe 18).

<sup>31</sup> En accord avec les Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires (CAC/GL 20-1995).

d'inspection pouvant comporter une inspection continue sur la chaîne de production, l'audit des systèmes d'assurance de la qualité et l'examen des produits finis.<sup>4</sup>

*Equivalence.* Capacité de systèmes d'inspection et de certification différents de remplir les mêmes objectifs.

*Inspection.* Examen des produits alimentaires ou des systèmes de contrôle des denrées alimentaires, des matières premières, ainsi que de la transformation et de la distribution, y compris les essais en cours de fabrication et ceux sur les produits finis, de façon à vérifier qu'ils sont conformes aux exigences spécifiées.<sup>4</sup>

*Accréditation officielle.* Procédure par laquelle un organisme gouvernemental habilité reconnaît formellement la compétence d'un organisme d'inspection et/ou de certification en matière de services d'inspection et de certification.

*Systèmes officiels d'inspection et systèmes officiels de certification.* Systèmes administrés par un organisme gouvernemental compétent habilité à promulguer et/ou à faire respecter les règlements.<sup>4</sup>

*Systèmes agréés d'inspection et systèmes agréés de certification.* Systèmes ayant été expressément approuvés ou reconnus par un organisme gouvernemental habilité.<sup>4</sup>

*Exigences spécifiées.* Critères fixés par les autorités compétentes en matière de commerce des denrées alimentaires qui portent sur la protection de la santé publique, la protection du consommateur et les conditions d'échanges commerciaux équitables.<sup>4</sup>

*Analyse des risques.* Processus comportant trois volets: évaluation, gestion et communication des risques.<sup>32</sup>

*Évaluation des risques.* Processus scientifique qui comporte les étapes suivantes : (i) identification des dangers, (ii) caractérisation des dangers, (iii) évaluation de l'exposition et (iv) caractérisation des risques.<sup>5</sup>

*Gestion des risques.* Processus d'évaluation des politiques à suivre à la lumière des résultats de l'évaluation des risques et, si nécessaire, sélection et mise en place des options de contrôle appropriées, y compris des mesures réglementaires.<sup>5</sup>

*Communication des risques.* Échange interactif d'informations et d'opinions sur les risques entre les responsables de leur évaluation et de leur gestion, les consommateurs et les autres parties intéressées.<sup>5</sup>

### **SECTION 3 - ANALYSE DES RISQUES**

4. L'application cohérente et transparente de l'analyse des risques facilitera les échanges commerciaux internationaux en augmentant la confiance dans la sécurité des aliments et dans les systèmes d'inspection des partenaires commerciaux. Elle permettra également un meilleur ciblage des ressources destinées à l'inspection sur les risques pour la santé publique survenant à n'importe quelle étape de la chaîne de production et de distribution alimentaires.

<sup>32</sup>

ALINORM 97/33, Annexe III (b), sous réserve d'approbation par la Commission.

5. Les principes de l'Analyse des risques - points critiques pour leur maîtrise (HACCP) élaborés par le Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire<sup>33</sup> constituent un fondement systématique pour l'identification et la maîtrise des risques en vue de garantir l'innocuité des aliments. Les gouvernements devraient reconnaître que l'utilisation par les entreprises alimentaires de l'approche HACCP constitue un outil fondamental pour améliorer la salubrité des denrées alimentaires.

#### **SECTION 4 - ASSURANCE QUALITE**

6. Il faudrait également encourager les entreprises alimentaires à utiliser volontairement un système d'assurance de la qualité pour renforcer la confiance à l'égard de la qualité de leurs produits. Si les entreprises recourent à des outils d'assurance de la salubrité et/ou de la qualité, les systèmes officiels d'inspection et de certification devraient en tenir compte, notamment en adaptant leurs méthodes de contrôle.

7. Ce sont toutefois les gouvernements qui conservent la responsabilité fondamentale de veiller grâce à des mécanismes officiels d'inspection et de certification<sup>34</sup> à ce que les denrées alimentaires soient conformes aux exigences spécifiées.

8. La mesure dans laquelle l'industrie applique réellement des systèmes d'assurance de la qualité peut influencer sur les méthodes et les procédures avec lesquelles les services gouvernementaux vérifieront le respect des exigences spécifiées, dans les cas où les autorités officielles jugent que lesdits systèmes sont adaptés à leurs exigences.

#### **SECTION 5 - EQUIVALENCE**

9. La reconnaissance d'une équivalence d'inspection et de certification est facilitée lorsqu'on peut démontrer objectivement que le pays exportateur applique un système approprié d'inspection et de certification des aliments qui est conforme aux présentes directives.

10. Aux fins de la détermination de l'équivalence, les gouvernements devraient reconnaître que :

- les systèmes d'inspection et de certification devraient être structurés en fonction du risque présumé et tenir compte du fait que les mêmes denrées alimentaires produites dans des pays différents peuvent présenter des dangers distincts; et
- les méthodes de contrôle peuvent différer, tout en permettant d'obtenir des résultats équivalents. Par exemple, un échantillonnage d'ambiance et la stricte application de bonnes pratiques agricoles, même s'ils sont assortis d'une vérification limitée du produit fini, peuvent donner des résultats équivalant à ce que procurerait une vérification approfondie du produit fini visant à déterminer la présence de résidus de produits chimiques agricoles dans la matière première.

11. Les contrôles visant les aliments importés et ceux effectués sur la production intérieure devraient être conçus de manière à assurer le même niveau de protection. Le pays importateur devrait éviter la répétition inutile de contrôles lorsque ceux-ci ont déjà été exécutés de façon valable par le

---

<sup>33</sup> Directives pour l'application du système d'Analyse des risques - points critiques pour leur maîtrise (HACCP), (CAC/GL 18-1993), en cours de révision (ALINORM 97/13A, Annexe II).

<sup>34</sup> Dans le cadre de ces directives, "inspection et certification" signifie "inspection et/ou certification".

pays exportateur. Dans ces cas, un niveau de contrôle équivalent aux contrôles intérieurs devrait avoir été effectué aux étapes antérieures à l'importation.

12. Le pays exportateur devrait permettre aux autorités chargées des contrôles alimentaires dans le pays importateur, à la demande de ces dernières, d'examiner et d'évaluer ses systèmes d'inspection et de certification. Dans leur évaluation de ces systèmes, les autorités chargées des contrôles alimentaires dans le pays importateur devraient tenir compte des évaluations internes de programmes ayant déjà été menées par l'autorité compétente ou des évaluations menées par des instances tierces, indépendantes et reconnues par l'autorité compétente du pays exportateur.

13. Les évaluations des systèmes d'inspection et de certification par un pays importateur en vue d'établir l'équivalence de ces systèmes devraient prendre en compte toutes les informations pertinentes en possession de l'autorité compétente du pays exportateur.

### **Accords d'équivalence**

14. L'application des principes d'équivalence peut faire l'objet d'accords ou de lettres d'entente entre les gouvernements en ce qui concerne autant l'inspection que la certification des domaines, des secteurs ou des sous-secteurs de production. Il est également possible d'établir l'équivalence en administrant une entente globale qui porterait sur l'inspection et la certification de tous les produits alimentaires dont deux pays ou plus font le commerce.

15. Les accords sur la reconnaissance de l'équivalence des systèmes d'inspection et de certification peuvent inclure des dispositions concernant :

- le cadre législatif, les programmes de contrôle et les procédures administratives;
- les points de contact dans les services d'inspection et de certification;
- la démonstration, par le pays exportateur, de l'efficacité et de la pertinence de ses programmes d'application des directives et de contrôle, notamment en ce qui concerne les laboratoires;
- le cas échéant, des listes des produits ou des établissements assujettis à la certification ou à l'approbation, des installations agréées et des organismes accrédités;
- les mécanismes à l'appui de la reconnaissance continue de l'équivalence (par exemple échange d'information sur les risques, et suivi et surveillance).

16. Les accords devraient prévoir des mécanismes pour l'examen et la mise à jour périodiques, ainsi que des procédures pour le règlement des différends dans le cadre de l'entente.

## **SECTION 6 - INFRASTRUCTURE DU SYSTEME D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION**

17. Les pays devraient définir les principaux objectifs à atteindre grâce aux systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations.

18. Les pays devraient se doter d'un cadre législatif, de contrôles, de procédures, d'installations, d'équipement, de laboratoires, de moyens de transport et de communication, de personnel et d'un système de formation pour concourir à la réalisation des objectifs du programme d'inspection et de certification.

19. Lorsque, dans un même pays, les différentes composantes de la chaîne de production alimentaire relèvent d'autorités distinctes, il faudra éviter d'établir des exigences contradictoires qui risqueraient de poser des problèmes juridiques et commerciaux et de faire obstacle au commerce. Par exemple, dans les pays dont les provinces ou les Etats ont le droit de légiférer, il faudrait qu'une autorité compétente à l'échelle nationale puisse veiller à l'application uniforme des lois. L'autorité d'un pays importateur peut néanmoins reconnaître une autorité infranationale compétente aux fins d'inspection et de certification lorsque les autorités nationales concernées acceptent un tel arrangement.

### **Cadre législatif**

20. Aux fins de la présente section, le mot *législation* peut désigner des lois, des règlements, des exigences ou des procédures, promulguées par des autorités publiques au sujet de denrées alimentaires et visant à protéger la santé publique et les consommateurs et à assurer des échanges commerciaux équitables.

21. L'efficacité des contrôles visant les denrées alimentaires est fonction de la qualité et de l'exhaustivité de la législation sur les aliments. Celle-ci devrait autoriser l'application de contrôles à toutes les étapes de la production, de la fabrication, de l'importation, de la transformation, de l'entreposage, du transport, de la distribution et du commerce.

22. La législation peut, le cas échéant, inclure également des dispositions, relatives à l'homologation des établissements ou à l'établissement de listes d'usines de transformation agréées, à l'approbation des établissements, à l'octroi de licences à des négociants ou à leur agrément, à l'approbation de la conception du matériel, aux pénalités en cas de non-conformité, aux exigences en matière de codage et à la tarification des services fournis.

23. L'autorité nationale compétente dans le pays exportateur ou dans le pays importateur devrait détenir un pouvoir exécutoire et décisionnel fondé sur une législation appropriée. Elle devrait prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance des systèmes d'inspection officiels et des systèmes d'inspection agréés et veiller à ce que le programme d'inspection prévu dans la législation nationale soit exécuté en conformité avec la norme prescrite.

### **Programmes et opérations de contrôle**

24. Les programmes de contrôle ont pour but de vérifier la correspondance entre les activités d'inspection et les objectifs, étant donné que les résultats de ces programmes sont susceptibles d'être évalués en regard des objectifs établis pour le système d'inspection et de certification. Les services d'inspection devraient concevoir leurs programmes de contrôle en fonction d'objectifs précis et d'une analyse appropriée des risques. À défaut de recherches scientifiques approfondies, les programmes de contrôle devraient se fonder sur des exigences s'inspirant des connaissances et des pratiques du moment. Tout devrait être mis en oeuvre pour que les analyses de risque reposent sur une méthodologie mondialement reconnue lorsque cela est possible.

25. Plus précisément, les pays devraient soit exiger de leurs établissements alimentaires qu'ils utilisent l'approche HACCP, soit les encourager à y recourir. Les inspecteurs officiels devraient recevoir une formation leur permettant d'évaluer l'application des principes HACCP. Lorsque les programmes prévoient le prélèvement d'échantillons et leur analyse, des méthodes d'échantillonnage et d'analyse appropriées et convenablement validées devraient être établies pour garantir la représentativité et la fiabilité des résultats par rapport aux objectifs établis.

26. Les éléments d'un programme de contrôle devraient notamment inclure, selon le cas :
- inspection;
  - échantillonnage et analyse;
  - contrôle de l'hygiène, notamment de la propreté et de la tenue vestimentaire du personnel;
  - examen de la documentation écrite et autre;
  - examen des résultats de tout système de vérification appliqué par l'établissement;
  - audit des établissements par l'autorité nationale compétente;
  - audit national et vérification du programme de contrôle.
27. Il faudrait mettre en place des procédures administratives garantissant que les services d'inspection effectuent des contrôles :
- régulièrement en fonction des risques;
  - en cas de doute quant à la conformité;
  - de façon coordonnée entre les différentes autorités, s'il en existe plusieurs.
28. Les contrôles devraient porter, selon le cas, sur les éléments suivants :
- établissements, installations, moyens de transport, équipement et matériel;
  - matières premières, ingrédients, auxiliaires technologiques et autres produits utilisés pour la préparation et la production de denrées alimentaires;
  - produits semi-finis et finis;
  - matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires;
  - produits et procédés de nettoyage et d'entretien, et pesticides;
  - procédés utilisés pour la fabrication et la transformation de produits alimentaires;
  - application et intégrité des marques de contrôle sanitaire, de classement et de certification;
  - méthodes de conservation;
  - intégrité de l'étiquetage et allégations.
29. Les éléments des programmes de contrôle devraient être documentés, notamment en matière de méthodes et techniques.

### **Critères de décision et mesures**

30. Le programme de contrôle devrait être ciblé sur les étapes et les opérations les plus appropriées, selon les objectifs spécifiques poursuivis. Les procédures de contrôle ne devraient pas porter atteinte à la qualité ou à la sécurité des aliments, surtout s'il s'agit de produits périssables.
31. Il faudrait déterminer la fréquence et l'intensité des contrôles effectués par les services d'inspection d'après le degré de risque et la fiabilité des contrôles déjà effectués par ceux qui manipulent les produits, notamment les producteurs, les fabricants, les importateurs, les exportateurs et les distributeurs.
32. Les vérifications matérielles des importations devraient être fondées sur les risques associés aux importations. Les pays devraient éviter de procéder à des vérifications matérielles systématiques sur les importations, sauf dans les cas où cela est justifié, notamment lorsqu'il s'agit de produits présentant un niveau élevé de risque, lorsqu'on soupçonne la non-conformité d'un produit donné, ou

lorsqu'il y existe des antécédents de non-conformité concernant le produit, le fabricant, l'importateur ou le pays.

33. Dans les cas où des vérifications matérielles s'imposent, il faudrait tenir compte, dans les plans d'échantillonnage des produits importés, du niveau de risque, de la présentation et du type des produits à échantillonner, ainsi que de la fiabilité des contrôles du pays exportateur et des responsables de la manutention du produit dans le pays importateur.

34. Dans le cas où l'on juge un produit importé non conforme, il faudrait appliquer les critères suivants pour s'assurer que les mesures envisagées sont proportionnelles au niveau de risque pour la santé publique, ou bien à la fraude ou à la tromperie potentielle à l'égard des consommateurs :

- les récidives de non-conformité du même produit ou de la même catégorie de produits;
- les antécédents de non-conformité des responsables de la manutention des produits;
- la fiabilité des vérifications effectuées par le pays d'origine.

35. Les mesures spécifiques appliquées peuvent être cumulatives au besoin et elles peuvent inclure les éléments suivants :

*A l'égard du produit non conforme :*

- exiger de l'importateur qu'il rende le produit conforme (par exemple dans les cas où le problème concerne l'étiquetage du produit, mais pas son inspection ni d'éventuels risques pour la santé);
- rejeter les expéditions ou les lots, en totalité ou en partie;
- détruire le produit, s'il pose un risque potentiellement grave pour la santé.

*A l'égard des importations à venir :*

- des programmes de contrôle mis en place par l'importateur ou l'exportateur pour s'assurer que les problèmes ne se reproduisent pas;
- intensifier les vérifications visant les catégories de produits réputés non conformes et/ou les entreprises concernées;
- demander aux autorités responsables du pays d'origine des informations et leur collaboration à propos du produit ou de la catégorie de produits réputés non conformes (vérifications accrues au point d'origine, notamment les contrôles indiqués aux paragraphes 27 et 28);
- effectuer des visites sur place;
- dans les cas les plus graves ou les plus persistants, suspendre les importations provenant des établissements ou des pays en cause.

36. Lorsque c'est possible et sur sa demande, l'importateur ou son représentant, devrait avoir accès à tout lot rejeté ou consigné, et dans ce dernier cas, devrait avoir la possibilité de communiquer toute information pertinente en vue d'aider les autorités de contrôle du pays importateur à prendre leur décision finale.

37. Dans les cas où un produit est rejeté, un échange d'informations devrait avoir lieu conformément aux Directives du Codex concernant les échanges d'informations entre les pays sur les rejets de denrées alimentaires à l'importation<sup>35</sup>.

### **Installations, équipement, transport et communications**

38. Le personnel chargé de l'inspection devrait avoir accès à des installations et à du matériel appropriés pour être en mesure de suivre les procédures et les méthodologies d'inspection.

39. Il est essentiel de disposer de moyens de transport et de communications fiables pour assurer la prestation des services d'inspection et de certification aux moments et là où on en a besoin et la transmission des échantillons aux laboratoires.

40. Il faudrait disposer de moyens de communication pour exécuter des vérifications de conformité et faire éventuellement face à des rappels. On devrait envisager de mettre au point des systèmes électroniques d'échange d'informations notamment pour faciliter le commerce, protéger la santé des consommateurs et combattre les fraudes.

### **Laboratoires**

41. Les services d'inspection devraient faire appel à des laboratoires évalués et/ou accrédités dans le cadre de programmes agréés, garantissant des contrôles de qualité appropriés et la fiabilité des résultats d'analyse. Des méthodes d'analyse validées devraient être utilisées lorsqu'elles sont disponibles.

42. Les laboratoires des services d'inspection devraient appliquer les principes de techniques d'assurance de la qualité mondialement reconnues afin de garantir la fiabilité des résultats d'analyse.<sup>36</sup>

### **Personnel**

43. Les services officiels d'inspection devraient pouvoir compter sur un personnel qualifié et suffisamment nombreux dans des domaines tels que: science et technologie alimentaires, chimie, biochimie, microbiologie, médecine vétérinaire, médecine humaine, épidémiologie, génie agronomique, assurance de la qualité, audit et droit. Le personnel devrait être compétent et posséder la formation nécessaire sur le fonctionnement des systèmes de contrôle et d'inspection des denrées alimentaires. Il devrait bénéficier d'un statut qui garantisse son impartialité et ne pas avoir d'intérêt commercial direct dans les produits ou les établissements inspectés ou certifiés.

## **SECTION 7 - SYSTEMES DE CERTIFICATION**

44. Comme il est dit dans la Section 6 ci-dessus, c'est l'efficacité du système d'inspection qui détermine l'efficacité d'un système de certification.

45. La demande de certification devrait être justifiée par l'existence de risques pour la santé ou de risques de fraude ou de tromperie. On devra dans la mesure possible envisager des solutions de rechange à la certification, surtout si le système d'inspection et les exigences d'un pays exportateur

---

<sup>35</sup> ALINORM 97/30, Annexe II

<sup>36</sup> Le Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage étudie une série de documents recommandés au niveau international sur les systèmes d'assurance qualité pour les laboratoires. La référence complète figurera dans la version finale de ces directives

passent pour être équivalents à ceux du pays importateur. Les accords bilatéraux ou multilatéraux, notamment les accords de reconnaissance mutuelle et les accords de certification préalable, rendront peut-être superflus la certification et/ou la délivrance de certificats qui étaient auparavant obligatoires dans certains cas.

46. La certification devrait permettre d'attester qu'un produit, un lot de produits ou un système d'inspection des aliments sont conformes aux exigences spécifiées. Elle devra, selon le cas, se fonder sur :

- des vérifications régulières assurées par le service d'inspection;
- des résultats d'analyse;
- l'évaluation des procédures d'assurance de la qualité d'après leur conformité aux exigences spécifiées;
- toute inspection expressément exigée pour la délivrance d'un certificat.

47. Les autorités compétentes doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance des systèmes officiels de certification et des systèmes de certification agréés. Elles doivent veiller à ce que les employés habilités à valider les certificats soient suffisamment formés et tenus au courant au moyen, s'il le faut, de notes à cet effet de l'importance du contenu de chaque certificat qu'ils remplissent.

48. Les procédures de certification doivent inclure des procédures visant à assurer l'authenticité et la validité des certificats à toutes les étapes pertinentes et à prévenir les certifications frauduleuses. Plus précisément, le personnel :

- ne doit certifier que ce qu'il connaît personnellement ou que ce qu'il peut évaluer lui-même;
- ne doit pas signer de certificats vierges ou incomplets, ni de certificats se rapportant à des produits qui n'ont pas été fabriqués dans le cadre de programmes appropriés de contrôle. S'il est appelé à signer un certificat en se fondant sur un autre document, le signataire doit être en possession de ce document;
- ne doit avoir aucun intérêt commercial direct dans les produits faisant l'objet de la certification.

## **SECTION 8 - ACCREDITATION OFFICIELLE**

49. Les pays peuvent accréditer officiellement des organismes d'inspection ou de certification pour qu'ils offrent des services au nom des instances officielles.

50. Pour être officiellement accrédité, un organisme d'inspection ou de certification doit faire l'objet d'une évaluation qui se fondera sur des critères objectifs, et doit au moins se conformer aux normes énoncées dans les présentes directives, surtout pour ce qui est de la compétence, de l'indépendance et de l'impartialité du personnel.

51. Les activités des organismes d'inspection et de certification officiellement accrédités devraient être régulièrement évaluées par l'autorité compétente. Des procédures devraient être mises en œuvre pour rectifier les lacunes et, le cas échéant, permettre le retrait de l'accréditation officielle.

## **SECTION 9 - EVALUATION ET VERIFICATION DES SYSTEMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION**

52. Un système national devrait faire l'objet d'un audit qui sera distinct d'une inspection courante. Il faudrait inciter les services d'inspection et de certification à s'auto-évaluer ou à faire évaluer leur efficacité par des tierces parties.

53. Des auto-évaluations ou des audits par des tiers devraient être effectués aux divers niveaux des systèmes d'inspection et de certification, en appliquant des procédures d'évaluation et de vérification agréées à l'échelle internationale. Les services d'inspection d'un pays pourraient entreprendre des auto-évaluations notamment pour s'assurer que la protection des consommateurs et d'autres objectifs d'intérêt national sont effectivement servis, pour améliorer leur efficacité interne ou pour faciliter les exportations.

54. Un pays qui envisage d'importer des produits peut, avec l'accord du pays exportateur, examiner les services d'inspection et de certification d'un pays exportateur dans le cadre de son processus d'évaluation des risques, en vue de déterminer les conditions auxquelles devront satisfaire les importations en provenance de ce pays. Des évaluations périodiques de contrôle pourraient se révéler utiles après l'ouverture des échanges.

55. Pour aider un pays exportateur à démontrer l'équivalence de son système d'inspection et de certification, le pays importateur devrait mettre à sa disposition des informations suffisantes sur son propre système et sur son efficacité.

56. Les pays exportateurs devraient être en mesure d'établir qu'ils possèdent les ressources, les capacités fonctionnelles et le cadre législatif nécessaires et non pas seulement qu'ils administrent bien leurs systèmes, que ceux-ci sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions officielles et, le cas échéant, qu'ils affichent de bons résultats.

57. Les directives relatives aux procédures à suivre par un pays importateur pour évaluer et vérifier les systèmes d'un pays exportateur figurent à l'Appendice 1.

## **SECTION 10 - TRANSPARENCE**

58. En accord avec les principes de transparence contenus dans les *Principes applicables à l'inspection et à la certification des importations et des exportations alimentaires*<sup>1</sup>, et dans le but de promouvoir la confiance du consommateur dans la qualité et la sécurité de ses aliments, les gouvernements devraient s'assurer que le fonctionnement de leurs systèmes d'inspection et de certification est aussi transparent que possible, tout en respectant les contraintes légitimes de confidentialité professionnelle et commerciale et en évitant de créer de nouveaux obstacles au commerce en donnant une impression trompeuse de la qualité et de la sécurité des produits importés par rapport aux produits nationaux.

**DIRECTIVES SUR LES PROCEDURES À SUIVRE  
PAR UN PAYS IMPORTATEUR POUR EVALUER ET VERIFIER LES SYSTEMES  
D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION D'UN PAYS EXPORTATEUR**

**1. Introduction**

1.1 L'évaluation et la vérification doivent porter principalement sur l'efficacité du système d'inspection et de certification appliqué par le pays exportateur plutôt que sur des produits ou des établissements particuliers.

1.2 L'évaluation et la vérification peuvent être effectuées par des fonctionnaires du pays importateur. Elles peuvent avoir pour objet l'infrastructure d'inspection et de certification d'un pays exportateur, ou un régime d'inspection et de certification particulier appliqué à un producteur ou à un groupe de producteurs.

**2. Préparation**

2.1 Les responsables de l'exécution d'un audit devrait préparer un plan couvrant les points suivants :

- l'objet, l'ampleur et le champ d'application de l'audit ainsi que les normes ou les exigences en fonction desquelles l'évaluation sera menée;
- la date et le lieu de l'audit, ainsi qu'un calendrier de l'ensemble des activités, la date de publication du rapport final comprise;
- l'identité des auditeurs et, si une équipe d'audit est constituée, celle de son chef;
- la(les) langue(s) dans laquelle(lesquelles) l'audit sera exécuté et le rapport rédigé;
- un calendrier des réunions avec les fonctionnaires responsables et des visites des établissements, selon le cas;
- les exigences en matière de confidentialité.

2.2 Ce plan devrait être examiné à l'avance avec les représentants du pays et, au besoin, avec l'(les) organisme(s) audité(s).

**3. Réunion d'ouverture**

Il convient d'organiser une réunion d'ouverture avec les représentants du pays exportateur, notamment avec les fonctionnaires responsables des programmes d'inspection et de certification. Lors de cette réunion, l'auditeur sera chargé d'examiner le plan et de s'assurer qu'il dispose des ressources, de la documentation et des installations nécessaires à l'exécution de l'audit.

**4. Examen**

Cette opération peut comprendre un examen de la documentation et une vérification sur place.

**4.1 Examen de la documentation**

L'examen de la documentation peut consister en un examen préliminaire du système national d'inspection et de certification, l'accent étant mis sur la mise en oeuvre des éléments du système

d'inspection et de certification pour le(les) produit(s) en cause. Après cet examen préliminaire, les auditeurs pourront examiner les dossiers d'inspection et de certification correspondant à ces produits.

#### 4.2. Vérification sur place

4.2.1 La décision de procéder à cette opération ne doit pas être automatique, mais doit s'appuyer sur une série de facteurs, tels l'évaluation des risques que présente(ent) le(les) produit(s) alimentaire(s), les antécédents du secteur ou du pays exportateur en matière de respect des exigences spécifiées, le volume des denrées produites et importées ou exportées, les changements survenus dans l'infrastructure du pays ainsi que dans les systèmes d'inspection et de certification des aliments, et la formation (théorique et pratique) des inspecteurs.

4.2.2 La vérification sur place peut comporter des visites aux ateliers de fabrication et aux aires de manutention ou d'entreposage des denrées; elle vise à contrôler la conformité avec les informations contenues dans la documentation mentionnée au paragraphe 4.1.

#### 4.3 Audit de suivi

Si l'on mène un audit de suivi pour vérifier si les lacunes constatées ont été corrigées, il suffira, sans doute, d'examiner les points pour lesquels de telles mesures avaient été jugées nécessaires.

### 5. Documents de travail

5.1 Il convient de normaliser autant que possible les formulaires de rapport sur les constatations et les conclusions des évaluations, afin d'uniformiser la façon de procéder pour l'audit, la présentation des rapports et l'évaluation et ainsi de rendre tout le processus plus efficace. Parmi les documents de travail figurent également les listes de contrôle des éléments à évaluer. Ces listes peuvent porter sur :

- la législation et la politique;
- la structure et les méthodes de travail de l'établissement;
- la pertinence des normes d'inspection ainsi que du champ d'application de l'inspection et de l'échantillonnage;
- les plans et les résultats d'échantillonnage;
- les critères de certification;
- les mesures et les procédures visant à garantir le respect des exigences;
- les procédures concernant l'établissement des rapports et les plaintes;
- la formation des inspecteurs.

### 6. Réunion de clôture

Il convient de tenir une réunion de clôture avec les représentants du pays exportateur, notamment les fonctionnaires responsables des programmes d'inspection et de certification. À cette réunion, l'auditeur sera chargé de présenter les résultats de l'audit et, le cas échéant, l'analyse qu'il a faite de la conformité. Cette information devrait être présentée de manière claire et concise, afin que les conclusions de l'audit soient clairement comprises. Un plan d'action devrait si possible, être défini en vue de rectifier les insuffisances éventuelles.

## 7. **Rapport**

Le projet de rapport de l'audit devrait être transmis aux autorités compétentes dans les deux pays dès que possible. Il devrait comporter un compte rendu des constatations de l'audit, accompagné des preuves à l'appui de chaque conclusion; toute question importante examinée au cours de la séance de clôture devrait aussi être consignée. Le rapport final devrait inclure les observations des autorités compétentes du pays exportateur.

## 8. **Fréquence des audits**

Il appartient au pays qui souhaite importer de décider de la fréquence des audits, avec l'assentiment du pays exportateur. Les facteurs à prendre en considération incluent les conclusions des audits précédents, et l'existence de procédures d'auto-évaluation, ou d'audit par une tierce partie, des systèmes de contrôle du pays exportateur, ou lorsqu'elles existent, l'efficacité de telles procédures.

**CRITERES POUR UN CERTIFICAT GENERIQUE  
RELATIF AUX EXPORTATIONS ALIMENTAIRES**

**Champ d'application**

1. Les certificats peuvent être délivrés à des fins diverses pour satisfaire aux exigences spécifiées des marchés. Ces exigences peuvent inclure des dispositions relatives à la qualité minimale acceptable, à l'absence de contaminants ou à des limites spécifiques relatives aux contaminants, aux additifs ou aux résidus de produits chimiques agricoles ou vétérinaires, ou au fait que les denrées alimentaires ont été produites, manipulées, traitées ou transportées dans des conditions sanitaires satisfaisant aux exigences spécifiées du pays importateur, ou à celles du pays exportateur lorsqu'il a préalablement été déterminé qu'elles étaient équivalentes en vertu d'un accord d'équivalence ou autre.

2. Les certificats ont pris des formes diverses en fonction des besoins de l'utilisateur final. Ils peuvent être spécifiques à un produit et couvrir les aspects se rapportant à une denrée, ou couvrir une ou plusieurs conditions, telles que:

- exigences sanitaires ou médicales;
- qualité;
- origine;
- déclaration sur le contenu, par exemple, limite pour les résidus d'un composé donné, ou additif alimentaire;
- absence de maladies;
- exigences relatives à la composition ou au traitement des denrées; ou
- exigences religieuses.

Toutes ces questions peuvent toutefois être couvertes de manière adéquate par un certificat polyvalent qui couvre tous les domaines communs aux besoins des pays commerçants et prévoit l'inclusion de questions spécifiques.

3. Le certificat est le résultat, d'une part, de la détermination des exigences spécifiées concernées du pays importateur et d'autre part, de l'existence d'un mécanisme permettant de vérifier que le lot satisfait à ces exigences spécifiées au moment de la certification. Pour remplir ces fonctions, un système de certification doit satisfaire:

- les accords gouvernementaux, y compris en matière de santé, d'environnement, d'espèces menacées d'extinction, etc.;
- les accords contractuels entre exportateurs et importateurs;
- la responsabilité légale;
- la gestion des ressources, la documentation, la communication et les mécanismes de révision.

4. Les critères suivants concernent uniquement la question du certificat physique utilisé pour des engagements entre gouvernements, ou l'exécution des engagements internationaux.

## Critères pour les certificats

5. Tous les certificats contiennent des champs d'information sur l'identité du produit, la taille du lot et d'autres renseignements essentiels permettant l'identification rapide des lots lors des contrôles initiaux ou documentaires effectués tant par les services des douanes que par les autorités chargées de l'inspection des importations, ainsi que certaines données permettant l'authentification du certificat. Ces informations, qui doivent généralement figurer sur les certificats, peuvent être résumées sous les rubriques suivantes:

### *Description du lot*

6. Ces informations couvrent un certain nombre de champs du certificat et aident à identifier le produit à n'importe quelle étape du processus d'exportation ou d'importation. Elles devraient comprendre au moins:

- a. Le nom et l'adresse de l'exportateur/consignateur (personne ou société qui commercialise les marchandises). Ces informations peuvent être utilisées par l'agence officielle de certification, ou par l'agence officiellement agréée de certification, lors des opérations d'audit ou de retraçage. Elles peuvent inclure l'agent local de l'exportateur ou son transporteur lorsqu'une société internationale domiciliée à l'étranger est désignée comme exportateur.
- b. Le nom et l'adresse du consignataire (personne ou société à qui les marchandises sont livrées ou vendues).
- c. Des informations sur le transport, y compris le mode de transport, l'identification du transporteur (navire ou avion), le port de chargement, et la date de départ.
- d. Le point d'entrée déclaré. La destination finale des marchandises devrait être précisée.
- e. Des marques distinctives. Des marques devraient figurer sur le conteneur lorsqu'elles aident à identifier le lot. Les numéros des conteneurs d'expédition et des sceaux des conteneurs constituent également des identifiants valides de lots et peuvent être inclus lorsqu'ils sont connus.
- f. Le nombre et type de paquets.
- g. Une description des marchandises y compris, par exemple, l'espèce, la présentation, le type de traitement, etc. Des informations supplémentaires par exemple les types de traitements, devraient apparaître dans un champ distinct, voir i. ci-après.
- h. La quantité totale qui reflète avec précision la taille du lot.
- i. D'autres informations. Elles peuvent inclure des informations nécessaires au pays importateur mais ne faisant pas partie de la description des marchandises, telles que détails sur le traitement du produit, établissements producteurs, noms botaniques des plantes, etc.

### *Pays de origine*

7. Ce champ devrait refléter le lieu de production ou, dans le cas d'aliments traités, le lieu où le produit a changé de statut.<sup>37</sup>

### *Attestation*

8. Ce champ sert à la certification du statut sanitaire ou phytosanitaire des marchandises décrites dans le certificat.

9. Outre l'identification des données se rapportant à une cargaison, un certificat est un document légal qui spécifique que le lot est conforme ou satisfait:

- a. aux normes alimentaires et/ou de production spécifiées requises par le pays importateur;
- b. aux dispositions des accords bilatéraux conclus entre les pays importateurs et exportateurs; et
- c. en l'absence de telles dispositions, aux normes et exigences spécifiées convenues, en accordant la priorité aux normes et codes d'usages de la Commission du Codex Alimentarius.<sup>38</sup>

A ce sujet, voir l'article du *Code d'éthique du Codex pour le commerce international des denrées alimentaires*.<sup>39</sup>

### *Déclaration*

10. Elle devrait inclure le nom de l'organisme public, ou de son délégué, le pays de délivrance, le sceau ou tampon officiel, et la signature de l'inspecteur ou de l'agent qualifié représentant l'autorité compétente ou son délégué.

### *Identité du certificat/données d'authentification*

11. Le certificat devrait contenir suffisamment d'informations d'identité discrète pour permettre la validation de son authenticité, telles que:

- a. Le nom de l'agence officielle et le pays qui délivre le certificat.
- b. Les certificats devraient également porter une référence unique, numérique ou alphanumérique, permettant une identification, un retraçage, des audits et une tenue des registres faciles.

### **Modèle de certificat**

12. Un modèle de certificat proposé, basé sur la formule cadre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et intégrant les éléments pertinents du projet de certificat de la Convention internationale pour la protection des végétaux ainsi que du projet de modèle de certificat en cours d'élaboration par le Comité du Codex sur les poissons et les produits de la pêche se trouve à l'Appendice 2. Ce modèle de certificat constitue un exemple de mise en page intégrant tous les champs d'information traités ci-dessus.

---

<sup>37</sup> Norme générale du Codex sur l'étiquetage des aliments préemballés, Section 4.5 Codex Stan 1-1985 (Rev. 1-1991);

Publié dans le *Codex Alimentarius, Volume 1A*, Rome 1995.

<sup>38</sup> CX/FFP 96/2, Appendice 2 (Modèle de certificat pour la certification des poissons et des produits de la pêche).

<sup>39</sup> CAC/RCP 20-1979, Rev. 1 (1985), publié dans *Codex Alimentarius, Volume 1A*, Rome 1995.

MODELE DE CERTIFICAT

<b>Exportateur/Consignateur</b>		<b>Certificat N°</b>	
<b>Consignataire</b>		<b>TITRE</b>	
		<b>Nom et adresse de l'autorité de émission</b>	
		<b>Pays d'origine des marchandises</b>	
	<b>Port de chargement</b>		
<b>Embarquement/Avion</b>	<b>Date de envoi</b>		
<b>Port d'entrée</b>	<b>Destination finale (transport routière)</b>		
<b>Marques distinctives pour l'embarquement</b>	<b>N° et type de paquets</b>	<b>Description des marchandises</b>	<b>Quantité</b>
<b>N° du conteneur</b>			
<b>Numéro de timbre</b>			
<b>Détailles sur les établissements de production</b>			
<b>Détailles sur le traitement appliqué</b>			
<b>Attestation</b>			
<b>DECLARATION</b>			
<b>Emis au .....</b> (endroit)			
<b>le.....</b> (date)			
<b>Signature de l'officiel firmante</b>		<b>Nom en lettres majuscules</b>	